



HAL
open science

Violences et actualité: regards sur le monde. Recueil de textes (2016-2019)

Sara Calderón

► **To cite this version:**

Sara Calderón. Violences et actualité: regards sur le monde. Recueil de textes (2016-2019). 2020. halshs-02443710

HAL Id: halshs-02443710

<https://shs.hal.science/halshs-02443710v1>

Preprint submitted on 28 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Violences et actualité : regards sur le monde

Recueil de textes

(2016-2019)

Sara Calderón

Index :

Préambule	3
I. Violences :	
De la nécessité d'une volonté politique pour stopper les violences de genre	8
Violence invisible et amour de pacotille	13
Le viol collectif de San Firmin	17
La justice et le machisme : le verdict du cas de « La Meute »	21
Lettre ouverte à la victime de "la Meute" : mon expérience du viol	24
Lettre ouverte à la victime de la Meute, II : mon expérience de l'objectivation	30
Le débat de la prostitution en Espagne et les mode intellectuelles	35
Du viol et de la verbalisation	41
Sexe, patriarcat, domination	43
II. Géopolitique de la violence structurelle :	
L'Europe et la purge de l'égalitarisme d'Erdogan	49
Ce que le 8 mars dit de la Turquie d'Erdogan	52
Le Canada n'est pas un incident diplomatique : nous voulons d'autres Canada	55
Mais de quoi Ahd Tamimi est-elle le symbole ?	60
Le Prix Nobel de la Paix : la visibilité et la reconnaissance d'un phénomène	64
Un monde émerge chez les Passeurs d'humanité	67
Quels motifs pour sauver le Rojava?	70

Préambule

L'idée de ce colloque surgit en réalité il y a longtemps, avec la formulation du troisième axe de l'appel à communication d'un premier colloque, « Nouveaux imaginaires du féminin » (2017). En effet, dans le cadre de la problématique qu'il posait, il était question de réfléchir au rapport, toujours problématique en ce monde de légitimation de positions de pouvoir, entre recherche et militance. Cette dernière, on le sait bien, produit, elle aussi de nombreux savoirs qui ont plus ou moins de mal à rentrer dans l'institution. Parfois, ils ne sont pas théorisés (savoirs empiriques), ils sont en brut, ils émanent de l'expression du vécu d'êtres subalternisés : témoignages, productions artistiques et littéraires etc. Parfois, ils sont théorisés, ils résultent de la compilation, de l'analyse et du travail de réflexion d'individus plus formés. A l'inverse, parfois des individus intégrés dans l'institution ne peuvent plus s'abstenir de franchir le pas entre la production de connaissance et la prise de position engagée, lorsqu'ils sont confrontés à des constats suscitant l'indignation intellectuelle ou humaine. Dans tous les cas, l'institution peine en général à intégrer ces savoirs liminaires tant qu'ils ne sont pas entrés dans un discours hégémonique qu'ils ont du mal à infléchir et que, de toute façon, ils infléchissent toujours par des mouvements d'aller et de retour, d'action et de réaction, en progressant très lentement. Pour des circonstances conjoncturelles, cet axe avait été très peu exploité dans le colloque précédent et cela constituait pour l'équipe une frustration intellectuelle. Tant et si bien, que nous avons décidé de l'explorer sous un autre prisme, en complexifiant la question et en la posant, non plus à propos des femmes et du féminisme, mais de toutes les populations et les discours subalternisés : féminisme, certes, mais aussi sujet colonial et perspectives anticapitalistes. C'est ainsi qu'est née la problématique d'un deuxième colloque, « La production du savoir : formes, légitimations, enjeux et rapport au monde ».

Un premier point qui rend visible la non prise en compte, au niveau de l'institution, des savoirs qui ont émergé des sujets traditionnellement subalternisés est la condition des femmes face à celle-ci. L'actualité regorge d'exemples à ce propos : le traitement des affaires de viol reste ainsi envisagé par la loi sous le prisme de la sexualité, plutôt que sous celui de la prise de pouvoir, le point de vue adopté empêchant

l'appréciation correcte de nombreux cas. Un des plus retentissants au niveau européen, pour les mouvements sociaux qu'il a suscités, est le jugement de l'affaire de « la Meute » en Espagne : plusieurs articles de ce recueil s'y rapportent, ainsi qu'un article d'analyse de cette problématique intégrant les actes du colloque.

Toujours à propos des violences sexistes et sexuelles, ne pas prendre suffisamment en compte les savoirs psychanalytiques déjà disponibles empêche également de traiter correctement ces affaires du point de vue juridique. Cela est visible dans le cas de « la Meute », mais également dans le cas de Jacqueline Sauvage, où les dommages causés par de nombreuses années de très graves maltraitances ont été tout bonnement ignorés : Jacqueline Sauvage a été jugée comme un individu qui n'aurait pas été dissocié, ni été traumatisé. Elle a été également jugée comme un individu qui n'aurait pas eu connaissances des cycles de la violence structurelle : elle a certes tué son mari hors d'une dispute, et en tirant lorsqu'il était de dos, mais elle a aussi tiré le lendemain du suicide induit de son fils et en sachant pertinemment qu'elle pouvait être la suivante. Souhaitons que le combat engagé à la suite de ce cas, celui de la possibilité de considérer une légitime défense différée, en quelque sorte, prospère.

Le domaine médical regorge également d'exemples où le système social de subordination débouche sur un traitement inégal des affections qui fragilise certains sujets et, dans les faits, perpétue les hiérarchies. Il y a l'exemple évident du déni historique de l'existence du clitoris, sous-tendu par la volonté de s'assurer le contrôle de la sexualité féminine. Il y a encore la difficulté à prévenir chez les femmes la survenue d'une crise cardiaque, dont les symptômes spécifiques ne sont pas connus. On peut citer encore toutes les violences gynécologiques et obstétricales : depuis la position majoritairement choisie pour l'accouchement par l'institution médicale, allongée plutôt qu'accroupie, qui convient mieux au médecin mais rend plus difficile la tâche à la femme jusqu'aux manœuvres pour raccourcir le temps de l'accouchement, qui souvent se finissent en déchirure pelvienne.

Ignorer l'expérience du monde des femmes débouche sur une minoration de leurs possibilités dans presque tous les domaines : conciliation vie professionnelle-vie privée, possibilités d'appropriation de la ville... Disons-le clairement : le savoir produit, puis sélectionné par l'institution perpétue la domination des sujets hégémoniques, en devient

un outil. Bien sûr, les choses ne sont plus si tranchées, le savoir se trouve actuellement en dispute, mais le chemin à parcourir reste encore long.

Le même état de fait se vérifie pour un autre grand groupe subalternisé, le sujet colonial. Si la colonisation politique est révolue dans la plupart des contrées de la planète, cela est encore loin d'être le cas pour la colonisation économique, culturelle et existentielle. La pensée décoloniale a bien déconstruit dans sa théorisation la structure de la matrice coloniale du pouvoir, et examiné comment celle-ci colonise encore l'être des anciens sujets colonisés au moyen de tout son appareil culturel et épistémologique. Boaventura Sousa de Santos a montré par ailleurs, dans sa conceptualisation des « épistémologies du sud », comment l'épistémologie et l'appareil politique émanant du Nord global minorent encore les savoirs émanant du Sud global. Cela en arrive au point de brimer des initiatives politiques décoloniales qui auraient pu s'avérer positives pour la planète. Un bon exemple est le projet Ishpingo-Tambococha-Tiputini (ITT) présenté par l'intellectuel équatorien Alberto Acosta lorsqu'il était ministre des mines et de l'énergie. Il s'agissait d'aller vers un remplacement du modèle extractiviste de développement. Le pétrole représente en effet 63% des exportations de l'Equateur et son exploitation a mené à la disparition, entre 1960 et 1990, de deux peuples amazoniens complets, les Tetetes et Sansahauris. Acosta proposait un modèle de coresponsabilité internationale dont le premier jalon pouvait bien être cette initiative : l'Etat équatorien s'engage à ne pas extraire du sous-sol du Parc National amazonien Yasuni une prévision de 850 millions de barils en échange d'une compensation économique venant des pays du Nord global, soit l'équivalent de la moitié des revenus que l'Etat aurait perçu s'il les avait extraits. L'initiative allie la préoccupation pour l'environnement aux conceptions indigènes de la *Pachamama* : la nature doit être protégée comme un être vivant, nous devons vivre avec elle, en symbiose. Le *Sumak Kawayay* (le « vivre bien ») se dresse ainsi comme option à l'idée occidentale du développement et de la croissance infinie qui ne sont pas durables, nous le savons maintenant. L'initiative présente une alternative à la logique de déprédation qui est en train de conduire au suicide de l'espèce humaine (Sousa Santos, 2011 : 18-20), et elle aurait pu être généralisée en modèle. Le Nord global maintient son colonialisme culturel, existentiel, encore chez beaucoup d'individus habitant les pays colonisés, avec des valeurs et des schémas sociaux qui se reproduisent encore pour beaucoup de façon très similaire. Il le maintient également du point de vue

de la logique et des perspectives de vie qu'il impose à ces pays. D'où la nécessité de parer, autant que possible, aux différents épistémicides que la colonisation a provoqués, et de puiser dans les forces vives des anciens pays coloniaux, et dans leurs initiatives décoloniales, la semence d'un monde nouveau.

Le système capitaliste, et les clivages qu'il établit du point de vue de la production de connaissance, entre les connaissances qui le confortent et celles qui le remettent en cause, vient compléter ce tableau de rapports de pouvoir invisibilisés qui agencent et renouvellent l'ordre du monde.

La problématique de « La production du savoir : formes, légitimations, enjeux et rapport au monde » se proposait de participer au mouvement, déjà en cours, de cheminement vers un monde nouveau, et possible, différent, plus respectueux de la différence, de la nature profonde de chacun, de tous les êtres vivants et de la planète, que l'on décèle dans nombre de mouvements sociaux, de courants de pensée et de secteurs de population. Il s'agissait d'enrichir l'épistémologie andro-occidentalo-capitalisto-centrée afin de broser un tableau plus complexe, susceptible de recueillir tous les vécus du monde et les poser de façon relationnelle, suivant les perspectives développées par Dona Haraway, non pas en établissant des clivages entre sujets hégémoniques et sujets dominés, mais en actant une réalité possible, composée de sujets différents non hiérarchisés et, à terme, investis d'une moindre différence. L'équipe organisatrice pense y être parvenue.

La présente annexe espère accompagner ce mouvement à sa manière, en proposant une série de textes produits entre 2016 et 2019 et portant sur des sujets de société ainsi que d'actualité politique qui ont finalement nourri la réflexion proposée par l'appel à communication. Il est à attendre que les questions sur lesquelles ces textes portent aient été traitées de façon tangentielle, parfois, dans les médias : c'est bien de donner voix aux centres d'intérêt et au vécu de sujets subalternisés ce dont il s'agit ; de les sortir de leur subalternisation. Ils concerneront davantage les problématiques féminines que les problématiques coloniales. Il est d'usage que la gauche assimile Islam et pensée décoloniale, qu'elle considère l'Islam inhérent au sujet colonial et qu'elle accepte sans filtre le ressenti que certains secteurs des anciennes populations des pays colonisés et exploités ont de l'Islam comme idéologie anti-impérialiste. Cette perspective des choses nous semble, quant à nous, empreinte d'un paternalisme condescendant, et,

en ce sens, colonial. Certains de nos textes font d'ailleurs état, nous le pensons, de ce point de vue. Le rapport entre Islam et décolonisation de l'être est encore peu pensé et nous ne nous attèlerons pas à cette tâche, réservée à des individus plus connaisseurs, tant de la colonisation de l'Orient que de la religion islamique. Nous refusons cependant cette simplification évidente de la problématique.

La présente annexe propose donc une série de textes portant sur l'actualité sociale et politique telle que vécue par certains sujets subalternisés : les femmes, les migrants, les sujets aux sexualités dissidentes... Elle espère accompagner en ce sens convenablement la réflexion globale émanant de ce colloque par une série de regards analytiques portés sur le monde.

Bibliographie :

- Calderon, S. ; Marti, M. ; Salanouve, F. (coords) « Nouveaux Imaginaires du Féminin », dans « Nouveaux Imaginaires », 21 et 22 septembre 2017, université de Nice, URL : http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/collections/show/8#nouveaux_imaginaires
- Haraway, Donna, *Manifeste Cyborg et autres essais*, anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan, Paris, Exils éditeurs, 2007.
- Sousa de Santos, « Epistemologías del Sur, Utopía y Praxis Latinoamericana », *Revista internacional de filosofía iberoamericana y teoría social*, año 16, n° 54 (Julio-Septiembre 2011), pp. 17-39.

I. VIOLENCES :

De la nécessité d'une volonté politique pour stopper les violences de genre

Le procès de Jacqueline Sauvage a remis sur le devant de la scène la question des violences de genre, donnant la mesure du chemin qu'il reste à parcourir en France pour lutter de façon plus efficace contre ce fléau. Il s'agit ici de fournir des pistes de réflexion, en suivant les analyses qui ont présidé à la mise en place en 2004 en Espagne d'un cadre législatif complet.

J'éprouve une grande réticence à avoir recours à des chiffres pour aborder la question des violences faites aux femmes, car derrière chacun de ces chiffres il y a une histoire dramatique que la société ne s'applique déjà que trop à rendre invisible. Mais, pour donner une idée au lecteur profane en la matière, je reprendrai sommairement les chiffres du Ministère contenus dans le plan triennal 2014-2016 contre les violences faites aux femmes : en 2012 le nombre de femmes assassinées par leur conjoint était de 148, alors qu'en 2013 il était de 129. Plus d'une centaine de femmes décèdent ainsi chaque année en France, dans des conditions d'extrême violence, en général après des années de maltraitance, sous les coups d'une personne qui avait un jour intégré leur vie sous couvert de l'amour.

Compte tenu des chiffres, qui montent donc à bien plus d'un millier le nombre d'assassinats commis en une décennie, et à la suite de l'affaire, poignante, de Jacqueline Sauvage, il me semble nécessaire d'émettre quelques considérations. Et ce d'autant plus que je viens d'un pays qui, bien que prenant souvent la France pour modèle, a initié en cet aspect la réflexion avant elle.

L'analyse espagnole

C'est depuis la fin des années 90 qu'une réflexion d'ordre global a été engagée en Espagne autour de la question des violences faites aux femmes. Différentes associations luttant contre ces violences, conscientes de l'ampleur du phénomène, s'étaient fédérées pour exiger de la classe politique la mise en place d'une Loi de Mesures de Protection

Intégrale contre les Violences de Genre. C'est ainsi qu'une Loi de ce type a vu le jour en 2004, sous le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero. Bien que n'ayant malheureusement pas pu bénéficier en raison de la crise de 2008 de toutes les attributions budgétaires qui auraient été nécessaires à son fonctionnement optimal, cette loi a changé beaucoup de choses qui sont visibles d'un premier abord.

En premier lieu il y a des différences sémantiques qui en disent long. C'est dans le terme utilisé pour désigner cette violence que réside la première. En effet, l'appellation « violence de genre » répond déjà à une analyse qui va au-delà du simple phénomène visible : il attribue la responsabilité de la violence autant à une structure de construction identitaire du masculin et du féminin qu'à l'individu violent. Car, c'est en effet par un besoin pathologique de se percevoir comme puissant que l'homme violent éprouve le besoin de soumettre le plus complètement possible sa compagne. Ainsi, si la violence dérive bien d'une pathologie, celle-ci est en réalité double : celle de l'individu mais aussi celle d'un système qui porte l'homme à construire son identité virile, entre autres, sur l'idée de possession de sa compagne. C'est ainsi que le préambule de la loi espagnole, qui repose sur cette analyse selon laquelle la perception de l'inégalité constitue le principal élément déclencheur de ces violences, précise : « Il s'agit d'une violence portée sur les femmes, du fait même d'être des femmes, parce qu'elles sont considérées par leurs agresseurs dépourvues des droits fondamentaux que sont la liberté, le respect et la capacité de décision ».

Une deuxième différence sémantique d'ordre majeur réside dans la façon dont l'institution envisage ces violences : tandis qu'en France elles intègrent les attributions du Ministère des familles, de l'enfance et du droit des femmes, en Espagne elles sont dévolues au Ministère de santé, services sociaux et égalité. Dès lors, tandis qu'en France la question ressort encore du privé et du particulier, en Espagne le mouvement amorcé pour la porter au domaine du public et du général est plus affirmé. Et il se trouve que ces deux traits sont fondamentaux pour lutter contre cette violence, car en eux réside une partie du problème.

En effet, la non-intervention de l'Etat et de la société venait du fait que ces violences étaient considérées traditionnellement comme ressortissant du domaine du privé. Or, peut-on en plein XXIe siècle considérer que la mort systématique de bien plus d'un millier d'individus en une décennie n'est pas une question de société ? Bien

entendu, la réponse est non. Envisager aussi la question comme un problème de santé publique est donc essentiel, et la France a commencé à le faire pour la première fois dans son plan triennal 2014-2016, mais le chemin à parcourir reste long.

Une fois franchi le pas de faire basculer la question du domaine privé au domaine public, il faut encore garder à l'esprit que, si le problème répond évidemment à une pathologie individuelle, il ressort aussi d'un problème structurel. On peut certes concevoir un cadre législatif le plus efficace possible, et cela est souhaitable, mais on ne sait que trop bien qu'on ne lutte pas contre une impulsion irrationnelle en s'adressant à la partie rationnelle de l'individu. C'est donc un travail éducatif de longue haleine qu'il faut mettre en œuvre, et un travail qui concernerait toute la société : pour que l'homme construise d'une autre façon son identité masculine ; pour que la femme parvienne mieux à se défendre et ne tombe pas dans les mécanismes psychologiques qui l'en empêchent, dont certains sont aussi d'origine culturelle ; pour que la société ne reste pas passive face aux propos et gestes sexistes qui ne sont que le premier palier d'un escalier de la mort conduisant à ces assassinats.

Quelques considérations pour la France

Le travail à faire maintenant en France concerne ainsi le social, le judiciaire, le policier et le médiatique. En effet, il est peu vraisemblable qu'en 47 ans de maltraitance personne ne se soit aperçu des sévices que subissaient Jacqueline Sauvage et ses enfants. Il ne s'agit pas ici de jeter la pierre à qui que ce soit, car cela n'a jamais rien apporté, mais de signaler que le réflexe d'un médecin, d'un professeur doit être de signaler ce genre de choses aux services sociaux, de même que celui d'un voisin d'appeler la police, même au motif de tapage nocturne. Car ces hommes sont bel et bien très dangereux, et en Espagne un des combats actuels est d'élargir les statistiques des victimes aux mères, sœurs, amis et nouveaux compagnons des femmes ciblées qui ont été assassinés par l'ancien compagnon de celles-ci – elles ont été élargies à leurs enfants depuis 2015. Il ne s'agit donc pas de se mettre en danger, mais bien d'intervenir de façon efficace de façon à porter assistance à une personne en danger, comme cela est le devoir de tout citoyen.

Puis, le travail sur le social doit aussi cibler ceux qui sont directement concernés : il doit viser à ce que les hommes ne se sentent plus diminués si leur compagne gagne plus d'argent qu'eux, si elle est brillante dans son activité ou s'ils sentent que pour une

quelconque raison elle leur échappe. Les hommes doivent réussir à tolérer leurs erreurs ainsi que ce qu'ils envisagent jusqu'à présent comme manquements sans qu'ils puissent parfois en arriver à se ressentir comme défaillants. De même, les femmes doivent pouvoir identifier et reconnaître les mécanismes de sujétion dans lesquels elles sont plus susceptibles de tomber.

Le travail doit être aussi judiciaire, car il est évident pour toute personne connaissant un peu ces problématiques que les juges du cas de Jacqueline Sauvage ont ignoré les conditions concrètes ainsi que les mécanismes psychologiques qui président à cette violence, alors même que ceux-ci sont étudiés. Ainsi, il lui a été longuement reproché durant le procès de ne pas avoir quitté son mari puis, lors du refus de la mise en liberté conditionnelle, de ne pas être consciente du rôle qu'elle avait pu jouer dans cette histoire de violence. Les deux sont, à mon sens, graves.

Sur le plan du purement pragmatique, il est difficile pour une victime de violence de genre de quitter son mari si elle dépend économiquement de lui et n'a pas d'autre lieu où aller que leur domicile commun. Or, cela est souvent le cas, car le premier pas de l'agresseur sera toujours d'isoler sa victime et la garantie habitationnelle n'est pas encore systématique. Puis, il faut savoir également que le nombre de femmes assassinées qui avaient porté plainte contre leur compagnon est très élevé, ce qui n'est pas de nature à rassurer les personnes faisant face à cette situation.

Sur le plan psychologique, il faut tenir compte des phénomènes de l'emprise, pour ce qui est de la sujétion qui brise la volonté de l'individu victime, ainsi que des phénomènes de la dissociation et de la mémoire traumatique. Ces derniers expliquent d'une part la paralysie de la victime au moment de subir les violences, d'autre part, conjuguée à l'emprise, le fait qu'une configuration usuelle soit en réalité que la victime revienne auprès de son agresseur, le départ répondant déjà à un début de prise sur la situation¹. Comme dans le cas précédent, il ne s'agit pas ici de juger la justice, mais bien d'infléchir des pratiques qui ne mettent pas à profit un savoir pourtant disponible.

Finalement, le travail doit aussi concerner la police, pour qu'elle facilite l'accueil de ces personnes souvent dévastées, et le traitement médiatique. On ne sait que trop bien à quel point les médias peuvent avoir une incidence sur les mentalités. Il est donc

¹ Nous renvoyons pour cela aux travaux de Mme Muriel Salmona à propos des violences sexuelles.

grave qu'ils emploient encore la notion de « crime passionnel », stéréotype qui contient dans sa formulation des circonstances atténuantes pour le meurtrier et qui renvoie à une image de « l'amour » basée sur une possession de l'autre allant jusqu'au droit de vie ou de mort sur lui. Il est grave également que les médias classent la plupart du temps ces nouvelles dans la rubrique « fait divers », gommant le caractère structurel, social et politique de la violence.

En espérant que le supplice de Jacqueline Sauvage et ses enfants prendra fin au plus vite, il est peut-être temps pour l'Etat français de prendre acte de l'état des choses et d'envisager des mesures correspondant à une analyse profonde des raisons du phénomène global des violences faites aux femmes. Ce phénomène étant en réalité très présent dans toute l'Europe, il serait peut-être même temps de se poser la question, aussi sur ce plan, de la construction d'une Europe de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

Nice, le 1 septembre 2016

Violence invisible et amour de pacotille

Plus de cent femmes assassinées en France tous les ans par leur compagnon ou ex-compagnon... Qu'est-ce que cet amour qui débouche sur un cauchemar ? Facile à détecter à ses débuts, cela reste troublant que l'institution ne se donne pas les moyens de l'éradiquer.

Puisque les odyssées de Jacqueline Sauvage ou de Cathy Thomas se poursuivent sans qu'il y ait des indices à l'horizon d'une volonté d'entreprendre une réflexion de fond, peut-être qu'une des choses que l'on peut, à titre individuel, faire pour elles c'est aborder la question d'un point de vue plus social pour fournir, à défaut de campagnes de prévention, une brève réflexion à propos du tandem infernal amour/désamour.

Cela fait longtemps que les études de genre et féministes sont parvenues à la conclusion que la violence est une pathologie de la construction socio-culturelle plus usuelle de l'amour dans nos sociétés. Ils la nomment l'« amour romantique » et la disent caractérisée parce qu'elle est installée dans le cadre d'un rapport inégal, polarisée par la dichotomie attente-conquête et vertébrée par des notions telles que la possessivité ou la valorisation de la souffrance amoureuse². Je me permettrai quant à moi de nommer la pathologie amour de pacotille, car je pense que c'est ainsi qu'il faut commencer à le conceptualiser. Même si la formule surprend peut-être, je la sélectionne pour deux raisons : la ressemblance frappante qu'ont les premiers signes de l'amour de pacotille avec certains signes valorisés par l'« amour romantique » ; la place que l'esthétisation de la violence amoureuse commence à occuper dans beaucoup de productions culturelles, parmi elles certaines des dernières superproductions cinématographiques.

L'amour de pacotille se caractérise par le fait que l'homme ne voit pas sa compagne comme un individu, mais à la fois comme sa propriété et le signe de ce qu'il est. Puisque c'est sa propriété, il peut en faire ce que bon lui semble, entre autres décharger sur elle ses frustrations quotidiennes ou renforcer en la traitant mal un ego en général meurtri. Puisqu'elle est le signe de ce qu'il est, la dernière chose que, dans sa perspective, la femme doit faire est toute chose qui à ses yeux remette en question sa virilité, entre autres être autonome ou opposer une résistance aux mauvais traitements.

² Sur ce sujet voir Coral Herrera, *La construcción sociocultural del amor romántico*, Madrid, Fundamentos, 2013.

Les premiers signes évidents de l'amour de pacotille seront donc le contrôle, le désir de modeler « sa » femme comme de la pâte à modeler, le besoin d'être obéi. Puisque certaines femmes diront encore que c'est l'homme qui doit porter la culotte, il faudra préciser que dans ces cas rien ne suffira pour faire taire la bête, puisque ce qui est en jeu est un besoin qu'il a de s'éprouver comme puissant et qui jamais ne tarira. En effet, ce profil psychologique ira toujours plus loin dans les exigences d'obéissance et les femmes ayant décidé d'accepter les premières réussiront difficilement à s'extraire de la dynamique puisque leur psychisme tombera peu à peu dans une sorte d'anesthésie qui rendra plus difficile la possibilité de réagir. De plus, la société ne lui viendra pas forcément en aide, car elle sera souvent réticente à envisager l'homme en question comme une bête, surtout s'il est bien intégré comme cela est souvent le cas.

Une partie des obstacles qui se posent à la détection précoce de la violence se trouve ainsi dans le fait que le don inconditionnel de soi ou la jalousie, qui en sont des signes précurseurs incontournables, sont valorisés dans la construction de l'« amour romantique ». D'autre part, la question se complique encore avec le développement qu'atteint non plus la construction de l'« amour romantique », mais directement l'esthétisation de la violence, dans des productions culturelles qui du fait de leur succès, leur diffusion et leur aspect inoffensif sont en réalité dangereuses. L'on peut penser à la publicité, à des chansons à la mode ou à des fictions cinématographiques à grand succès. Pour donner un exemple, je m'arrêterai sur ces dernières.

Un premier type de fictions dangereuses sont celles qui ont pour protagoniste un couple dans lequel la femme est un être humain et l'homme un monstre qui freine sa nature par amour pour elle. Deux fictions emblématiques en ce sens sont les sagas *Twilight* ou *True Blood*. Ce schéma configure l'imaginaire des adolescentes de façon à les convaincre de quelque chose que l'« amour romantique » avait déjà posée : l'amour « civilise » l'homme ; par amour pour elles même l'individu le plus bestial aura la capacité de changer.

Un deuxième type de fictions dangereuses, qui vont plus loin dans la démarche, sont celles qui esthétisent la violence. Les deux plus évidentes que l'on ait pu voir ces derniers temps sont *50 nuances de Grey* et *Suicide Squad*. *50 nuances de Grey* jouent de la fantaisie romantique stéréotypée de « sauver le pervers de sa perversion ». En effet, son personnage masculin présente tous les traits psychiques de l'homme violent et il est

évident que le happy end n'est possible que parce qu'il s'agit d'une fiction : dans la vie réelle ce profil psychologique aurait tué sa compagne plutôt que de la laisser partir. C'est un peu la même chose pour *Suicide Squad* : si dans la bande-dessinée Harley Queen avait été conçue sur le modèle de la femme maltraitée, la reconfiguration du personnage que fait Margot Robbie est tellement réussie qu'elle a captivé des milliers d'adolescents. De cette façon, on a pu lire sur les réseaux sociaux et écouter des bouches de ce qui sont à peine plus que de petites filles que Harley Queen était très gentille car elle revenait vers le Joker malgré tout ce qu'il lui avait fait.

Le danger que ces superproductions représentent en termes de violences de genre est réel. Comme je l'ai dit, elles ne sont pas le seul. D'où que cela frôle l'immoralité de prendre ces phénomènes à la légère pour ensuite blâmer les victimes de violences de se laisser faire alors que, outre les mécanismes psychologiques d'emprise à l'œuvre, tout dans notre société les induit à penser qu'il changera, les campagnes de divulgation brillent pour leur absence et un secteur important de la société en arrivera même à la blâmer elle si elle refuse tout contact avec lui, comme le montrent bien les propos des adolescentes concernant Harley Queen.

Même s'il est de toute urgence de changer les façons de poser les choses pour remédier au problème, concernant les fictions je n'adhère pas à l'idée que la solution puisse passer par une forme de censure : non seulement cela ouvre des portes bien dangereuses, mais en outre la catharsis a été et sera toujours une des fonctions de l'imagination. La solution me semble plutôt reposer sur de campagnes de prévention qui expliquent les mécanismes de violence et puissent avoir une incidence sur la forme dont on conceptualise la virilité. D'autre part, il serait bon de mettre en place des initiatives éducatives rappelant la notion de fiction, dont il est de plus en plus difficile de limiter l'étendue aux temps des reality show, surtout chez les jeunes. Si pratiquement aucun enfant n'aurait plus l'idée de sauter d'un toit vêtu d'une cape rouge pour faire comme superman, aucune adolescente ne doit avoir l'idée de tolérer d'être surveillée par son petit copain pour faire comme le personnage de *50 nuances de Grey*. Pour l'un comme pour l'autre, il doit être clair que ces histoires sont des fictions et que ces développements n'ont tout simplement pas cours dans le réel.

Lutter contre les violences de genre au sein du couple passe par un travail approfondi dans le social. En ce sens, un des problèmes qui empêchent de lutter

correctement contre elles, dont les gens ne veulent en général pas parler justement du fait que c'est un problème réel, est que toute la société n'est en réalité pas d'accord sur la question de l'émancipation des femmes. Nos institutions ont traité avec légèreté des choses graves, telles que les prêches bien connus de l'imam de Brest, qui affirme librement qu'une femme sans voile doit craindre d'être violée ou qui évoque comme possibilité le recours à la violence au sein du couple. Dans l'actuel ordre de priorités de nos institutions ces choses sont, au mieux, secondaires, au pire un localisme de l'ordre du thé à la menthe. D'autre part, la question de l'émancipation des femmes prend de façon inespérée le chemin d'occuper une place dans la campagne présidentielle, avec la décision d'importants secteurs de la droite d'attirer le vote conservateur en cédant du terrain sur ces questions. Non seulement le vote récent pour élargir le délit d'entrave à l'avortement à l'entrave numérique ne s'est pas fait sans frictions, mais en outre des élus, tels que la présidente de la région Ile-de-France, ont eu dernièrement des gestes très symboliques. En effet, Valérie Pécresse, qui au moment de sa candidature en 2015 s'était rapproché de la Manif pour Tous, a retiré récemment les financements de la région aux études portant sur le genre.

Il est bien connu qu'une société peut accueillir en son sein différents stades du développement coexistant de façon simultanée dans un même espace. Pour certains d'entre nous c'est ce qui se passe, plus que jamais, concernant la question de l'émancipation des femmes et toutes celles qui s'y rapportent, depuis l'écart salarial jusqu'à la traite en passant évidemment par l'absence totale de campagnes de prévention contre le l'amour de pacotille.

Nice, le 17 décembre 2016

Le viol collectif de San Firmin

Un procès polémique se tient ces jours-ci en Espagne : il concerne l'accusation de viol collectif de cinq hommes sur une jeune fille durant les festivités de San Firmin. J'y consacre ce billet.

Le procès des cinq hommes accusés de s'être rendus responsables du viol collectif d'une jeune fille durant les festivités de San Firmin en 2016 à Pampelune a débuté ces jours-ci. A vrai dire le crime est établi, puisque les témoins qui trouvèrent la jeune fille dans la rue, et les policiers qui intervinrent à ce moment, assurent qu'elle se trouvait en état de *shock*. Le personnel médical qui s'est occupé d'elle a confirmé les différentes lésions qu'elle présentait, ainsi que son état de *shock*. On l'avait obligé cette nuit-là à pratiquer plusieurs fellations et lui avait fait subir des pénétrations anales et vaginales.

L'échange via whatsapp des supposés violeurs et de leur groupe d'amis ne laisse pas beaucoup de place au doute. Au-delà des blagues concernant des viols qu'ils réalisaient à l'accoutumée, les échanges du jour même font allusion à « baiser une nana à cinq ». Cependant, bien que le viol soit plus que probable, alors qu'un détective privé a examiné la vie de la victime postérieure aux faits, officiellement pour être sûr qu'elle ne mentait pas, nous dirons ici pour respecter des lois qui n'occultent plus leur machisme que leur crime est encore supposé. Et nous disons que les lois n'occultent plus leur machisme parce qu'il faut regretter que la justice ait accepté le rapport établi par ce détective privé, alors qu'elle aurait pu faire le choix de sanctionner cette nouvelle infraction de la privacité de quelqu'un qui est en train de se reconstruire.

Les médias et l'opinion publique se sont largement exprimés ces jours-ci. D'une part cela indique que ce type de crime commence à gagner en visibilité, d'autre part cela a été l'occasion pour que reviennent sur le devant de la scène les pires stéréotypes concernant ce type d'affaire, et qui vont de la victimisation de ces cinq hommes jusqu'à l'examen minutieux de la victime. L'avocat des accusés lui-même a affirmé, puisqu'ils risquent une peine de 22 ans de prison, que leur vie était en jeu. Comme si la vie de la victime n'était pas d'ores et déjà jouée. Comme si, au-delà du fait qu'elle ait vu ou non ses copines dans le laps de temps qui s'est écoulé après le viol, le restant de sa vie n'allait pas être déterminé par cet épisode. Nous lui souhaitons d'être courageuse, et forte, bien sûr. Nous lui souhaitons de parvenir à surmonter et de voir beaucoup, autant qu'elle le

peut, ses copines, ainsi que de ne voir dans ses cinq agresseurs supposés que les lâches insignifiants qu'ils sont. Car un viol est toujours une question de pouvoir, concrètement d'une tentative, pathétique et désespérée, de compenser une absence de pouvoir.

Jusqu'à présent ces violeurs ne sont que supposés et cependant le récit que font les médias permet d'imaginer une scène. Il est possible d'imaginer cinq corps anonymes, sans visage. Il est possible de les imaginer fanfaronnant depuis des semaines, peut-être des mois, à propos de leur puissance physique supposée. A propos de la façon dont humilier à cinq un individu isolé les rapproche de la condition divine, ne voyant du monde que leur propre présence en son centre, obnubilés par leur phallus. Il est possible de les imaginer le soir même. Buvant, parlant fort, se donnant des coups de coude, pensant, comme si souvent, à leur puissance, à leur phallus. Il est possible de les imaginer tombant sur cette fille, isolée, si jeune, dix-huit ans, ne voyant en elle dès le début que l'occasion de vénérer leur puissance sexuelle. L'abordant cependant avec une amabilité de façade, avec galanterie même, sans écouter vraiment ce qu'elle dit, sans même la penser autrement que comme un écran de projection de leur capacité phallique, et ce dès les premiers instants où s'engage la conversation. Il est possible de visualiser les allées et venues que la presse décrit : l'un partant à la recherche d'une entrée d'immeuble, l'obtenant enfin grâce à l'inattention d'une voisine ; obtenant le lieu où enfin réussir à « être », où réussir à atteindre cette existence transcendante qu'ils n'ont ni n'auront jamais, au-delà de leurs rêves de grandeur. Il est possible de les imaginer sur place, dénudant leur victime tandis qu'ils la poussent, entre insultes et éclats de rire, l'encerclant, riant plus fort à la vue de son visage paniqué, vérifiant du coin de l'œil que les autres participants les voient, qu'ils voient leur sexe en érection. Nous ne savons pas ce qu'elle a dans la tête, si elle a été paralysée sous l'effet d'une dissociation, si elle n'a pas voulu mourir sous les coups probables qu'elle allait recevoir si elle résistait au-delà du non ou si elle a su, comme toute femme sait, que ce type d'individus s'excite si on résiste, car cela ne fait que l'aider à se percevoir comme puissant, à atteindre enfin son phallus désiré. Il est possible encore de les imaginer, d'ailleurs, imitant grossièrement les centaines de fictions pornographiques qu'ils ont visionnées, ensemble ou séparément. Leur puissance est en fait si mince que même pour cela ils n'ont ni imagination, ni initiative. Et ils reproduisent... Ils reproduisent ceci, reproduisent cela, reproduisent encore tandis qu'ils se donnent des petites tapes sur le dos et qu'ils se félicitent

mutuellement de leur *performance* dans une sorte de rituel ironiquement homoérotique, compte tenu du concept qu'ils ont probablement de l'homosexualité, mais qu'ils ne parviennent même pas à penser comme tel, puisqu'ils n'ont pas l'habitude de penser. Il est possible de les imaginer, la pénétrant par tous les orifices par où cela est possible, veillant à tout enregistrer pour que la postérité puisse bien vérifier leur puissance de demi-dieu, pour pouvoir le partager avec davantage d'hommes encore que ceux qui sont présents, avec leurs amis, avec l'auto-déterminée meute. Il est possible de les imaginer, l'humiliant et veillant à ce que cela soit vu par les autres participants, l'humiliant en réalité pour eux, pour que tous sachent à quel point chacun est viril. Car elle n'a aucune importance. L'opinion entière se focalise sur elle ces jours-ci et pourtant elle n'a jamais eu de l'importance. Ce n'est pas que sa vie n'ait pas d'importance, si elle pourra ou non surmonter, si elle aura ou non des enfants, si elle fera des études ou non... C'est que vraiment, tout simplement, elle n'a jamais eu aucune importance. Elle s'est juste trouvée au mauvais endroit au mauvais moment. Ce n'est même pas qu'elle n'a rien fait pour que cela lui arrive, c'est que si cela ne lui était pas arrivé à elle, cela serait arrivé à une autre. Dès le début c'est une affaire qui ne se passe qu'entre eux. Une affaire qui se passe entre une créature insignifiante, au point de ne pas parvenir à faire seule quelque chose de si simple que d'humilier quelqu'un d'autre, et son désir aberrant, grotesque, de voir son reflet multiplié par deux mille dans les yeux d'autres créatures lui ressemblant. Bien avant que l'intérêt pour les études de genre acquière l'essor qu'on lui connaît, le poète mexicain Octavio Paz ébauchait dans ses pages l'archétype tragique d'une masculinité hégémonique, incarné dans la figure qu'il nommait « macho ». Il caractérisait celui-ci comme « une force sans frein ni contention », figure de « l'absence de communication elle-même, une solitude qui se dévore elle-même et qui dévore tout ce qu'elle touche ». Une étrange figure alliant la force brute et une certaine impuissance, de par son incapacité à communiquer avec quiconque. Nous ne savons pas comment ceux qui ont agressé cette jeune fille interagissent avec leurs femmes, les mères, celles que la violence exercée à l'encontre des autres préserve. Nous savons néanmoins, c'est presque sûr, qu'ils ne savent d'elles que ce qu'ils veulent bien savoir, ce qu'ils leur permettent de montrer ; qu'ils ne les connaissent pas et ne les connaîtront pas.

Que pourrait-on dire à cette fille que tant de personnes examinent ? Qu'as-tu fait, ma jolie, pour mériter cela ? Peut-être pouvons-nous tout simplement lui souhaiter

d'être forte, de surmonter, de ne pas leur donner la victoire de voir sa vie anéantie par leur –cette fois oui- supposée puissance. Nous pouvons lui souhaiter de voir ses copines, de voyager, de découvrir le monde, d'étudier, de prospérer et même de tomber amoureuse, d'un type qui ait du sens critique. Nous pouvons lui rappeler qu'un violeur n'est qu'un pygmée –au sens métaphorique du terme, pauvres pygmées-, que son corps à elle est important –c'est elle- mais non pas sacré, qu'une fois il a été pénétré il ne devient pas abject, dégradé, au rabais. Ce n'est que son corps, toujours le même, enfreint par un crétin impuissant, comme ceux de la meute. Nous pouvons également lui rappeler qu'elle n'a rien fait pour mériter cela. Qu'elle n'a fait que commettre l'ingénuité de croire que « pas tous les hommes sont comme ça ». Il est possible de lui rappeler également que ce n'a été, dès le début, qu'une histoire les concernant en exclusivité eux, des gens si insignifiants qu'ils ont besoin de réduire un autre individu pour se rêver forts. Des gens qui ne seront jamais forts parce qu'ils sont nés faibles. Il est possible de lui dire encore qu'elle, elle est forte, qu'elle doit vivre, qu'elle doit se reconstruire et assister à des soirées, et étudier, et retomber amoureuse d'un type qui ne ressemble pas au « Prenda ».

Il nous reste à voir ces jours-ci si la justice sera juste ou patriarcale. C'est un mauvais signe qu'elle ait accepté le rapport fait par un détective privé concernant le comportement de la victime après les faits, au lieu de condamner une initiative qui ne fait que prolonger la logique de toute-puissance déjà à l'origine du viol. C'est bien dommage que la justice n'ait pas refusé cette « preuve », ou même qu'elle n'ait pas explicitement condamné qu'elle soit produite. La plateforme de femmes de Pampelune dénonce qu'il y a tous les ans des agressions sexuelles avérées lors des festivités de San Firmin : on en signale onze en 2016 et douze en 2017. La justice dira si la société entérine ou non la culpabilité de ces hommes, mais ce qu'on peut avancer dès à présent c'est qu'il est probable qu'il existe des hommes se rendant à ces festivités, entre autres, pour se sentir puissant en agressant sexuellement. Nous espérons que la mairie de Pampelune et le Gouvernement de Navarre, qui intègrent l'accusation civile, pourront redresser cette dérive, entre autres grâce à ce qui émergera de ce procès.

Nice, le 18 novembre 2017

La justice et le machisme : le verdict du cas de « La Meute »

La Cour Provinciale de Navarre a rendu jugement pour le cas du viol collectif qui a eu lieu durant les festivités de San Firmin en 2016. Condamnant les accusés à neuf ans de prison pour abus sexuel, et non à une peine plus élevée pour agression sexuelle, il a suscité une vague d'indignation dans toute l'Espagne.

Renouvelant la problématique bien connue de la place de la violence physique dans les cas d'agression sexuelle, les juges de la cour provinciale de Navarre ont rendu hier le jugement du groupe connu comme « La Meute », dans le cas du viol collectif qui a eu lieu durant les festivités de San Firmin en 2016. Le verdict, qui qualifie les faits d'abus sexuel et non d'agression sexuelle, précisément en raison de l'absence prétendue de violence appréciée par les juges, a produit une véritable vague d'indignation dans toute l'Espagne. En effet, il s'ensuit que les prévenus ont été condamnés à neuf ans de prison, contre les 22 sollicités par le parquet, et que le viol ne se trouve pas reconnu, fait qui constitue pour la victime une nouvelle violence, dont l'effet s'ajoute aux dommages psychologiques qu'elle doit affronter maintenant.

Au-delà du fait que les mécanismes de sidération et de dissociation ont déjà été amplement étudiés par la psychologie –il est probable qu'ils aient été à l'œuvre dans cette confrontation d'une adolescente de 18 ans avec 5 hommes adultes, parmi lesquels un ancien soldat et un garde civil-, l'actualité a été suffisamment pourvue en Espagne de cas notoires de résistance à des agressions sexuelles ayant mal tourné pour que l'opinion publique puisse ne serait-ce que concevoir l'incompréhension supposée des juges face à la prétendue passivité de la victime. Rappelons en effet qu'en 2008, durant ces mêmes festivités de San Firmin, Nagore Laffage a trouvé la mort aux mains de Diego Yllanez Vizcay, parce qu'elle a résisté à sa tentative de viol. Il a été libéré à peine huit ans plus tard, malgré le fait qu'il avait essayé de camoufler l'homicide à l'époque, et il exerce même actuellement sa profession de psychiatre. Rappelons également que, plus récemment, le cas de Diana Quer, dont le corps a été retrouvé en décembre 2017, illustre aussi dramatiquement cette même problématique du risque évident qu'encourent les victimes de viol qui résistent. Les différentes concentrations citoyennes ont d'ailleurs

souligné l'injustice de ce choix, scandant parmi leurs slogans cette affirmation indéniable : « s'ils ne nous tuent pas, on ne nous croit pas ».

Bien que la problématique de l'absence de violence physique émerge sans pertinence dans bien de cas de viol, il est particulièrement inconcevable qu'elle apparaisse dans celui-ci. En le considérant, l'opinion formulée par certains juristes qui voient en ce cas une « opportunité perdue » pour faire avancer la législation afin d'en diminuer les éventuelles perspectives machistes prend en effet tout son sens. Parfois, formuler clairement les faits aide à les concevoir de façon plus nette. Il est possible donc de préciser ici que les juges de ce cas prétendent nous convaincre que les faits s'étant déroulés cette nuit-là sont qu'une adolescente moyenne de 18 ans a manifesté, après 20 minutes de conversation avec 5 inconnus, son désir d'entretenir avec eux dans une entrée d'immeuble voisine des rapports sexuels consentis qui comprenaient des pénétrations orales, vaginales et anales, souvent simultanées. Après avoir clairement formulé l'hypothèse émise par le tribunal, il ne fait pas de doute qu'elle présente des coïncidences notoires avec l'un de ces scénarios où une blonde aux seins démesurés finit par pratiquer toutes les positions du *Kamasutra* avec un plombier qui par hasard se trouvait dans le secteur. Or, précisément en raison de ces coïncidences, la façon dont sont considérés les faits conduit certain-e-s d'entre nous bien plus à se demander quelle sorte de fictions visionnent le soir les magistrats qu'à douter du fait que la victime ait bien été violée.

C'est d'ailleurs plutôt le contraire qui se produit : précisément parce qu'elle traduit de toute évidence les fantaisies sexuelles véhiculées par la pornographique androcentrée, la scène nous semble dire explicitement sa nature. Au cas où elle ne se serait pas suffi à elle-même, il est toutefois possible de signaler que, outre le fait que les cinq agresseurs étaient des adultes, trois d'entre eux avaient un casier judiciaire : Jose Angel Prenda a été condamné à deux ans de prison pour un vol commis en 2009 ; Angel Boza Florido a été condamné à neuf mois, dont il s'est acquitté en travaillant pour la communauté, pour conduite sous l'effet de l'alcool et des drogues ; Alfonso Jesús Cabezuelo, ancien soldat, a été condamné à deux ans de prison en 2015 pour un délit de lésions commis en 2013.

Ceux qui parmi nous ne sont pas des juristes n'ont pas vraiment bien compris les raisons pour lesquelles le tribunal n'a pas accepté en guise de preuve l'échange de

whatsapp des condamnés avec leurs amis – bien d’entre nous auraient poursuivi pour non-assistance à personne en danger ceux qui ont répondu au message « on se fait une à cinq » qu’illustre une vidéo. Nous comprenons encore moins à présent une décision qui semble s’avancer de façon dramatique sur le chemin de la partialité.

Nice, le 27 avril 2018

Lettre ouverte à la victime de “la Meute” : mon expérience du viol

Au moment de fermer le blog pour l'été, la perspective des possibles évolutions du cas de « la Meute », qui porte en soi à l'indignation, ne me permettait pas de clore l'esprit tranquille. J'anticipe donc, pour la victime, quelque chose que j'aurais voulu lui transmettre, avant de fermer jusqu'en septembre.

Le 18 juin la justice décidait si elle laissait ou non en liberté les intégrants de « la Meute » en attente du procès en appel. Le simple fait que cette requête soit accueillie avec autant de normalité, après tout ce qui s'est passé, m'a indignée : la brutalité de l'agression, la conversation de whatsapp qui planifie de façon explicite un viol et n'est pas retenue comme preuve, les déclarations qui ont été faites dans certains espaces de débats pendant que l'on attendait le jugement, la légèreté de la peine –neuf ans-, le fait que les inculpés se soient permis de surveiller la victime après les faits, le lyrisme de l'argumentaire que le juge qui était en désaccord avec la sentence et souhaitait absoudre le groupe a dû produire pour expliquer sa position, les filtrations par la justice de données de la victimes en raison d'une erreur informatique, l'exposition volontaire de données de la victime par des individus primitifs comme instrument explicite de châtiment. Depuis, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à la victime, cette héroïne involontaire qui a été conduite face aux autorités par des témoins emplis de bonnes intentions, et qui depuis a encaissé toute sortes d'offenses et vexations, institutionnelles, individuelles et tout simplement crétines, au nom de la liberté de toutes les femmes. Tout en la remerciant au nom des filles que je n'aurai probablement pas, mais aussi au nom de ma nièce, je ne veux pas la laisser seule en cela. Et elle n'est pas seule : outre le soutien d'associations et de son cercle, nous avons pu voir comment la rue l'a soutenue massivement. Il n'empêche, nous avons pu voir aussi comment la justice réagissait, avec une mentalité propre d'il y a plusieurs siècles, signifiant à cette fille qu'il n'y a pas mort d'homme et que, si elle ne veut pas être violée, elle n'a qu'à pas sortir de chez elle. Que la justice envisage les femmes comme des individus pourvus de droits –de sortir, de dire non, de mettre une claque à un type qui les dérange-, et non comme des êtres dont l'insubordination mérite punition, est un véritable combat, un combat que nous devons gagner.

Au milieu de toute cette agitation, des initiatives comme celle de Ruth Toledano, qui a raconté dans l'un de ses articles son viol et les motifs pour lesquels elle n'y a pas opposé de résistance physique, auront sans doute constitué un grand apport³. De ce fait, au cas où mes mots parviendraient à cette fille que je ne connais pas, je vais émuler Toledano et parler de mon expérience du viol. Dans mon cas, c'est mon compagnon qui m'a violée. Un compagnon qui a exercé de la violence physique sur ma personne à deux reprises, celle-ci étant l'une d'entre elles. Le viol a été une lutte de pouvoir en bonne et due forme. Les choses n'allaient pas bien entre nous, en raison de sa possessivité et de sa violence. Ce jour-là, je me suis rendu compte que j'avais oublié de prendre la pilule et il m'a violée pour essayer de me faire tomber enceinte. A dire vrai, du fait que j'ai très tôt évolué dans ma vie au centre de nœuds tendus de rapports de pouvoir, j'ai été très consciente à tout moment que c'est bien plus qu'un rapport sexuel qui était en jeu. C'est la volonté de m'humilier qui était en jeu, tout comme celle de me retenir –d'après lui, si je tombais enceinte-, en quelque sorte la volonté de me réduire à la basse condition de mon anatomie.

Avant ce jour-là je n'avais pas spécialement réfléchi au viol, et bien que j'ai été à tout moment consciente que c'est d'un bras-de-fer qu'il s'agissait, je ne peux pas dire que je m'attendais à ce qui s'est passé, cela m'a prise de court. De ce fait, bien que j'aie pu exercer une résistance, j'ai subi la dissociation, que je ne connaissais pas non plus à l'époque. C'est comme regarder ce que vous vivez dès l'extérieur et cela procure une sensation de paix très hors-propos, puisqu'elle ôte de l'efficacité à votre défense et que les effets psychologiques d'un viol, évidemment, se prolongent bien au-delà de la dissociation qui a lieu sur le moment.

Je me suis donc dissociée, mais ce n'est pas pour ce motif que, tout comme Toledano, j'ai arrêté de me débattre. J'ai arrêté de me débattre parce que je me suis rendue à l'évidence que je pesais 50 kilos, alors qu'il en faisait plus de 80, et qu'il m'avait immobilisée. Bien que dissociée, j'étais très consciente de ce qui était en jeu dans cette scène – j'avais déjà lu à l'époque des essais de Foucault. De ce fait, j'ai arrêté de me débattre très prosaïquement parce qu'il m'a paru évident que cela était inutile et que la dernière chose que je voulais c'était alimenter son délire de puissance en résistant. En

³ Ruth Toledano, "Mi violación", eldiario.es, 19/11/2017, https://www.eldiario.es/zonacritica/violacion_6_709789026.html

somme, en ce contexte, j'ai fait ce que j'ai pu pour l'emmerder : lui gâcher le plaisir qu'il pensait y trouver. Au même moment où il me violait pour me mettre enceinte, il savait que je n'étais pas là. Qui a « gagné » ? J'imagine que l'on peut dire qu'on a fait match nul. J'ai du caractère, par chance ou par malheur, et j'ai atteint mon but de l'emmerder.

Je me rappelle bien des premiers moments qui ont suivi –tout s'est passé très vite- de par l'aspect inattendu de mes sensations et de mes sentiments. En tout premier lieu, la surprise de ne pas me sentir au bord du suicide. J'étais très consciente du degré d'aliénation que j'avais atteint dans le rapport d'objet, et c'est comme cela que je l'ai vécu, non pas comme la transgression d'un tabou judéo-chrétien, mais comme cette sorte de mécanisme de coaction foucauldien –que de fait constitue le viol-, avec cette distance sur les événements. Le problème est que le corps violé pour être puni était mon corps. Et cela se produisait en outre dans le contexte bien précis qu'il y avait un risque que je tombe enceinte. Cela avait été pour lui la tentative de me renvoyer à ma seule condition physique. J'ai donc senti une sorte de fracture. Non pas physique, mais existentielle. De ce jour, je n'ai plus ressenti mon corps de la même façon. Je ne me sens pas salie, je suis très consciente des motifs qui l'ont conduit à faire cela. Mais la perception du « moi » homogène que j'avais de moi-même avant ce jour n'est plus revenue. J'ai commencé à sentir mon corps comme s'il ne m'appartenait pas, le vivant comme quelque chose où je suis, pour ainsi dire, et non que je suis.

La plus grande souffrance que ce viol m'a procurée n'est venue en réalité que deux ou trois ans plus tard. D'une certaine manière, mon psychisme avait bien atténué l'impact au-delà du moment du viol. En effet, la plus grande souffrance est psychique, et elle est difficile à décrire. Dans mon cas elle était diffuse. Elle ne s'est pas manifestée par des flashes traumatiques, comme cela a pu être le cas pour d'autres violences auxquelles j'ai été confrontée. Elle ne s'est pas manifestée non plus par un sentiment d'abjection, comme j'ai pu le lire parfois. Elle s'est manifestée sous la forme d'un mal-être généralisé, et de ce « divorce » de mon corps, que je n'ai plus jamais senti comme mien, comme partie intégrante de moi-même. Comme je l'ai déjà dit, j'ai sans doute eu l'avantage par rapport à d'autres personnes ayant vécu des choses similaires, d'avoir été consciente à tout moment que cela n'avait rien de sexuel, que cela ne concernait même pas mon corps, que cela concernait mon autonomie et ma capacité intellectuelle.

Tous les viols sont différents, mais ils ont tous quelque chose en commun : ils sont un acte de domination qui a peu ou rien à voir avec la sexualité. Puisque c'est dans mon cas mon compagnon qui m'a violée, et qu'il m'a violée dans le but de me mettre enceinte, il va sans dire que je l'ai vécu comme un bras-de-fer. Depuis mes 50 kilos, j'ai quand-même réussi à ce qu'il n'atteigne pas son objectif de me démolir psychiquement, ni celui de prendre du plaisir, mais je ne suis pas sortie non plus indemne, j'ai cette fracture, cette sorte d'aliénation du corps qui m'est devenu partiellement extérieur, support de ce que je suis.

Je n'ai pas porté plainte ce jour, mais je fais d'une autre façon ce que je peux pour que cela n'arrive pas aux plus jeunes. C'est par calcul de rentabilité psychique, pour ainsi dire, que je n'ai pas porté plainte sur le moment. Mon objectif était de guérir, or c'est mon compagnon qui m'avait violée, j'étais pratiquement sûre que la police n'avait pas lu Michel Foucault et, pesant rationnellement ce que j'avais à y gagner et à y perdre compte tenu de mon objectif qui était de minimiser l'impact et de me régénérer, je suis arrivée à la conclusion que la meilleure chose à faire était de ne pas porter plainte et de retourner le coup. Les femmes sont physiquement plus petites pour la plupart, il est vrai, mais les hommes sont très fragiles psychologiquement. Il n'est pas vrai que les femmes n'aient pas de marge pour porter préjudice : elles en ont. Pour ma part c'est ce que j'ai fait et je considère que l'affrontement s'est résolu en match nul.

Mais revenons à la fille de Pampelune, car je raconte cela pour deux motifs : 1. contribuer à mettre en avant le problème du déficit de justice institutionnelle 2. contribuer à ce que cette fille se sente, peut-être, un peu mieux. J'ai déjà parlé de la justice et des motifs qui m'ont poussée à ne pas porter plainte. Maintenant je peux m'adresser à cette fille, je crois, comme celui qui lance une bouteille à la mer. Personnellement, je crois que le mieux qu'elle puisse faire dans un premier temps pour se sentir mieux est de rationaliser et d'accepter. Rationaliser, c'est-à-dire, comprendre l'ensemble du processus, comprendre comment, bien qu'il s'agisse de son corps, il n'est en quelque sorte pas le premier concerné. En ce qui les concerne eux, le viol vise en premier lieu à leur permettre de se créer vis-à-vis des autres et vis-à-vis d'eux-mêmes une image fallacieuse de puissance et de supériorité existentielle, partageant un privilège de détruire dont ils l'excluent elle. Puis, en ce qui la concerne elle, il vise à discipliner toute la catégorie d'individus à laquelle elle appartient –les femmes- pour ne pas qu'elles

sortent de chez elles durant les festivités de San Firmin, surtout les leurs, et qu'elles ne les trompent pas, par exemple, et toutes ces inquiétudes qu'ont les hommes peu sûrs d'eux. Pour guérir, cette jeune fille doit aussi accepter : accepter que certaines choses ne seront plus comme avant, que la première chose à faire est de consacrer du temps à connaître cette inconnue qu'elle est devenue, l'aimer pour ce qu'elle est, la survivante d'une bande de crétins et de quelques Messieurs prêts à faire d'elle le dommage collatéral de leurs privilèges.

Une grande partie de la société s'est comporté comme si son corps ne valait rien, c'est sûr, nous n'allons pas le nier à ce stade, mais cela est quelque chose qui arrive dans tous les régimes de domination. Ce n'est pas pour rien que, dans les plantations, une des punitions pour les esclaves désobéissants était d'être violés par le contremaître devant leurs familles et leurs connaissances. Nous savons de quoi nous parlons : exactement du même phénomène. Je souhaite donc dire à cette fille de prendre de la hauteur, de voler, très haut et très loin, de rétablir la perspective, d'être consciente qu'elle a été traitée comme un rebus, mais parce que cela est un mécanisme de coaction destiné à un collectif. In fine, quelles seraient les implications d'incarcérer pour 25 ans 5 types qui ont encerclé et pénétré par tous les orifices de son corps une adolescente seule ? Cela supposerait de reconnaître que cela ne peut procurer du plaisir à pratiquement personne – invalider le message de 98% des fictions pornographiques. Cela supposerait de reconnaître que les femmes qui pèsent 50 kilos et ne sont pas ceinture noire d'un art martial ont autant de droits que n'importe qui – à combien le kilo de droits ? Cela supposerait, surtout, de se reconnaître eux-mêmes comme individus parmi d'autres, et non comme maîtres de l'univers.

Quel que soit le comportement de l'institution, cela doit être très clair dans la tête de cette jeune fille : un violeur n'est pas quelqu'un de fort ; un violeur est un crétin amoureux de sa personne tâchant de compenser quelque chose à travers du mécanisme propre aux crétins, se créer une illusion. Son corps à elle importe, il est important pour beaucoup d'entre nous et il doit être important pour elle : elle doit en prendre soin et voir le viol comme ce que c'est, la tentative désespérée d'un imbécile d'être quelqu'un, en soi une déclaration d'impuissance.

C'est là qu'intervient, d'ailleurs, la deuxième phase de guérison que je conseillerais à cette fille : leur rendre la monnaie de leur pièce, comme on dit, mais pas

n'importe comment, la leur rendre avec méthode et discipline. Qu'elle ne s'attèle pas à rendre quoi que ce soit tant qu'elle ne sera pas bien et maître de sa personne ; qu'elle les rende, d'ailleurs, uniquement à l'intérieur du cadre légal, car de tels abrutis ne valent pas la peine qu'elle perde son temps de vie en prison. Qu'elle mette en place une sorte d'autodéfense féministe temporisée, salope jusqu'à la moelle et complètement assumée qui va lui faire du bien.

Il est possible de fermer ce billet en disant aux plus jeunes que cela a été génial de les voir déferler comme cela massivement dans les manifestations, tant de jeunes de moins de 25 ans criant que ces hommes étaient méprisables. On peut aussi leur rappeler, sachant que ce rappel est apparemment moins nécessaire que ce que certains chiffres pouvaient laisser penser, que toute pratique sexuelle non consentie est un viol, et cela implique aussi les femmes qui conjonctuellement n'ont pas le discernement pour dire oui –que ce soit par un état d'ivresse, parce qu'elles dorment ou sont sous médicaments- ou toute autre situation qui ne permet pas de dire oui.

La bataille de la justice est en cours. Par chance, nous avons la certitude que la question des agressions sexuelles et de la perspective machiste de la justice inquiète sincèrement une partie importante de la magistrature, mais la forme dont ce cas a été conduit et la sentence sur laquelle il débouche ne fait qu'exposer dramatiquement les velléités réactionnaires de domination d'une partie de la magistrature, ainsi que l'inertie de la machine institutionnelle, qui, nous en sommes tou-te-s conscient-e-s, ne va pas évoluer toute seule. Il est tout de même très inquiétant que tant d'initiatives individuelles de femmes doivent palier à cet immobilisme.

Nice, le 20 juin 2018

Lettre ouverte à la victime de la Meute, II : mon expérience de l'objectivation

A la vue des événements de l'été, et puisque j'imagine certains de ceux qui sont à venir, je me suis décidée à ouvrir de nouveau le blog en complétant le dernier article en date.

L'été a été fourni en rebondissements concernant l'affaire de « la meute », parmi lesquels l'initiative d'Antonio Manuel Guerrero Escudero d'aller renouveler son passeport malgré l'interdiction qui lui avait été faite de sortir du pays, le retour en prison d'Angel Boza après avoir commis un délit de vol et de fuite avec agression des agents de sécurité ou la demande de deux autres membres du groupe, au chômage avant les faits, de toucher l'aide à la réinsertion professionnelle pour les prisonniers. Il ne fait pas de doute qu'ils continueront, comme il ne fait pas de doute que, même si la réforme légale en matière de délits sexuels est pratiquement en route, avec deux forces politiques, PSOE et Unidos Podemos, déterminées à ce qu'elle voit le jour, le tribunal chargé du procès en appel aura une responsabilité historique –et une occasion également historique d'asseoir un précédent, afin de diminuer la récurrence de ce type de délits.

En attendant ces événements, il est possible d'ouvrir l'année scolaire en prodiguant de nouveaux conseils à cette fille, consacrés cette fois-ci à ce qu'elle gère au mieux l'objectivation sociale. En effet, elle retombe sur les victimes de viol beaucoup plus que sur n'importe quelle autre femme, avec la circonstance aggravante que l'agression les a rendues beaucoup plus sensibles à l'objectivation. Toute une épreuve, qui, dans son cas, a été si extrême qu'elle frôle l'intolérable.

La violence institutionnelle pour ce qui est de la violence de genre est quelque chose que le féminisme dénonce depuis longtemps, sans qu'une réforme significative ait été mise en marche en ce sens, au-delà des aspects que l'Espagne envisage grâce à la Loi de Protection Intégrale contre la Violence de Genre. La violence institutionnelle est diffuse mais terrible, on peut la détecter à certains signes spécifiques : la remise en question systématique des propos de personnes se trouvant en situation de vulnérabilité ; l'examen séparé que font la Justice et les forces de l'ordre de faits qui ont des liens, parfois de cause à effet –comme il est arrivé à Juana Rivas- ; l'omission de prendre en compte les processus psychologiques que traversent les victimes –ce à quoi

ont dû se confronter autant la victime de « la meute » que Juana Rivas ; la seule assignation au rôle de victime de cette personne –comme si ce qui lui est arrivé absorbait son identité, comme si les choses ne guérissaient pas, au moins partiellement, comme si une survivante n'avait pas démontré ce que ceux qui n'ont pas été confrontés à la violence n'ont pas démontré : qu'elle a la trempe pour survivre. La violence institutionnelle est un problème dans tous les pays parce que toutes les sociétés de la planète sont patriarcales. Les institutions sont le reflet de la société qui les a créées, et elles contribuent à la construire et à la préserver. La violence mise en œuvre vis-à-vis des femmes y est minimisée, à niveau d'échelle –on peut penser au peu de priorité que l'on donne à certaines questions- et au niveau individuel –comme il est arrivé à la victime de « la meute ».

Cette jeune fille, qui à ce stade a gagné le titre de survivante, a été confrontée à une violence institutionnelle –par l'omission qui a été faite de prendre en compte ses probables processus psychologiques, par exemple- et une violence sociale terrible d'objectivation. Comme son nom l'indique, l'objectivation est une violence psychologique consistant à transformer un individu en objet, niant son humanité et son individualité. En réalité, toute notre culture repose sur l'objectivation partielle des femmes, mais ce qui est habituel, c'est que la plupart des gens mobilisent à la fois la notion d'objet et de sujet au moment d'aborder une femme. La violence de genre consiste précisément à mobiliser davantage la notion d'objet que celle de sujet au moment de l'aborder ou, d'ailleurs, à ne mobiliser que celle d'objet, en la considérant en dehors de ses aspirations et problématiques individuelles, pour ce qu'elle représente en tant qu'objet pour son agresseur.

Le viol est en soi une objectivation, et une des plus violentes, puisqu'il implique l'infraction des limites corporelles à des fins de domination. Le viol dont a été victime la jeune fille agressée par la Meute est particulièrement objectivant, puisque les schémas narratifs des fictions pornographiques contemporaines sous-tendent la mise en scène effectuée par le groupe. Ceux-ci reposent sur le tandem de l'extrême objectivation des femmes *versus* la fantaisie de puissance masculine, donnée par la capacité à soumettre. La victime de « la meute » a été ainsi triplement objectivée : par le groupe, par l'institution... et par la société. En effet, la brutalité de l'agression, le sentiment d'impunité des agresseurs, le ras-le-bol de la population féminine à propos des

agressions sexuelles, le précédent de Nagore Laffage, ont transformé cette affaire en polémique nationale. Et qui dit polémique, dit objectivation. Le camp aux mains duquel la jeune fille a subi de nouvelles objectivations est, sans surprise, celui du machisme le plus passéiste. Surveillance, constante remise en question de son non-consentement (au-delà de la cour de justice), divulgation volontaire de ses données personnelles, interminables discussions élucidant ses prétendus torts... des objectivations à répétition qui, chacune en leur mesure, ont été une agression faite sur quelqu'un qui était déjà en train de guérir d'une objectivation.

En effet, la violence de l'objectivation réside dans le fait de nier son individualité et sa qualité d'être humain à la personne concernée. Bien que psychologique, il s'agit d'une violence qui peut être extrême. Pour l'individu violenté, cette violence est psychologique-ontologique et réside dans le fait même d'être nié en tant qu'être humain, niant tout ce que l'on associe à cette condition.

Pour ma part, cela fait des années que je ne crois pas aux possibilités qu'offre l'actuelle organisation de la justice pour aborder certaines des violences que subissent les femmes. Je lutte dans mon quotidien pour que cela s'améliore et que ces possibilités existent, mais je n'ai porté plainte ni pour la violence exercée par mon compagnon, ni pour une autre plus récemment subie, dans les deux cas pour le même motif : gagner du temps de vie et optimiser mes possibilités de me régénérer. Mon expérience de l'objectivation ne peut donc venir du rapport à l'institution, elle vient du rapport au social. Elle n'en est pas moins déjà assez grande, et elle est liée aux violences précédemment vécues.

La guérison d'un traumatisme pour violence de genre est quelque chose de long, mais qu'il est possible d'accomplir en cheminant avec tranquillité et méthode, en tâchant de profiter le plus possible de la vie. Dans mon cas, deux sont les personnes qui, parce qu'elles avaient reçu de moi cette information, l'ont utilisée pour compromettre volontairement la guérison, à savoir, trois ou quatre ans de travail, et deux les groupes d'individus qui ont défendu le droit de ces personnes à compromettre ma guérison, c'est-à-dire, leur droit à me faire tomber au niveau zéro de ces trois ou quatre années de travail. Il s'agit d'une violence extrême, puisqu'il s'agit d'une négation sociale pure et simple de mon droit à la vie ; l'affirmation de ma vie comme insignifiante par essence.

Les descendants des fusillés par le franquisme, ou ceux des victimes des dictatures latino-américaines, le savent : la négation du droit à la justice est quelque chose qui complique beaucoup tant le travail de deuil de soi ou d'un autre que celui de guérison. En bonne logique, il m'a été pour ma part plus difficile de surmonter cette violence que celle subie par mon compagnon, mais j'ai dû le faire, car à ce jour ces groupes défendent le droit de mon agresseur à compromettre ma thérapie. Le fait que je rigole aujourd'hui d'une position si aberrante est un bon indice qu'aujourd'hui c'est derrière moi, sans que justice ait été faite. Cependant, je peux dire que cela a été dur. Je sais, parce que je l'ai vu, que la victime de « la meute » a été confrontée à des problématiques similaires : alors qu'elle n'a même pas commencé le travail de reconstruction, qu'elle ne fait probablement que finir d'assimiler ce qu'elle a vécu, un nouveau machisme, furieux, la poursuit pour nier son humanité, pour la punir de ne pas accepter le geste de domination, la dépeindre en être omnidésirant construit à la mesure de ses propres fantaisies non assumées... De ce fait, et anticipant ce qui viendra probablement en automne, j'ai décidé de commencer l'année scolaire en lui disant ce que, à mon avis, elle peut faire face à l'objectivation sociale.

Si la solution sur le court terme est pour elle de s'éloigner de ce monde-là, par un voyage ou un séjour en milieu rural, la solution sur le long terme va lui demander plus d'effort, un effort de rationalisation et d'introspection, afin de définir clairement tant les limites de son identité que ses points forts et ses succès. Elle doit être extrêmement consciente que, même si c'est sa vie que ces personnes compromettent en justifiant ce qui n'a pas de justification possible, une fois de plus, l'objectivation qu'elles mettent en place n'a pas tant à voir avec elle qu'avec la défense de structures de domination qui la précèdent et qui, cela est dur, mais plus tôt elle l'acceptera mieux ce sera, leur important plus que sa vie à elle. Elle doit effectuer un travail d'introspection parce que, au moment où son identité chancellera sous le poids des négations réitérées de son humanité et de ses droits, alors qu'elle ne s'est pas encore reconquise elle-même, il sera plus important que jamais qu'elle sache qui elle est. Il sera important qu'elle ne laisse pas ces voix – celles du machisme assoiffé de sang ; celles de l'égoïsme ordinaire se refusant à remettre en question les cadres de son monde- entrer dans sa tête, qu'elle sache ce qui s'est passé et qui elle est ; qu'elle sache par exemple que sa passivité correspond à l'état de choc ou au désir de ne pas mourir et être partiellement dépecée, comme Nagore Lafage, et non à

la luxure identifiée par Ricardo González ou par certains intervenants dans les débats. Nous ne savons pas comment l'affaire finira, et il est probable, comme je le disais, que cette jeune fille devra encaisser de nouvelles violences, tant institutionnelles que sociales. Précisément de ce fait, elle doit savoir qu'un troisième élément qui l'aidera à lutter contre l'objectivation sera d'avoir à l'esprit les succès liés à cette affaire qu'elle peut, d'ores et déjà, s'attribuer : elle peut être certaine que, sans son cas, la nouvelle loi contre les violences sexuelles qui est en préparation n'aurait pas vu le jour, ou l'aurait vu bien plus tard. Il s'agit d'une loi qui, sur le modèle de celle qui a été approuvée en Suède en juillet, exigera que le consentement soit explicite et ne prendra plus en compte l'exercice de la violence comme indice de l'existence d'un viol. Une loi qui élimine la distinction entre abus et agression sexuelle, qui est à l'origine de la réduction de tant de peines. Qu'elle n'hésite pas à s'en attribuer partiellement le mérite, parce qu'elle peut le faire.

Etre transformé en objet, alors que nous sommes tous sujets, est une violence. L'être après que quelqu'un se soit permis de la transformer en objet au point de décider sur son futur, s'arrogeant tel un dieu de l'Averne le droit de vie et de mort sur elle – comme l'ont fait les membres de « la meute » –, l'est encore plus. Le chemin qui lui reste à parcourir est sans doute long, et il est très probable qu'elle devra affronter de nouvelles objectivations pendant le procès en appel : qu'elle sache que c'est injuste, et qu'elle a la force d'y faire face. Ces personnes défendront bec et ongles leurs structures de domination, mais celles-ci ne constituent pas, pour beaucoup d'entre nous, un héritage si précieux qu'elle ou tant d'autres doivent payer de leurs vies leur préservation. Qu'elle travaille l'extrême conscience de son être et qu'elle sache que le discours de ces personnes est animé par un manque de vision maladif, se battant comme elles se battent avec l'énergie de celui qui préserve ses propres privilèges, ou par la vacuité du serf qui a vendu sa liberté pour une bagatelle.

Nice, le 21 août 2018

Le débat de la prostitution en Espagne et les modes intellectuelles

Le débat de la prostitution en Espagne : de la nécessité de se prémunir des modes intellectuelles. La création inopinée d'un syndicat de travailleuses du sexe, OTRAS, à l'initiative d'entrepreneurs de l'industrie du sexe, qui œuvrerait dans les faits à la régulation de la prostitution, relance en Espagne le débat abolition-régulation.

En raison de la création, à la suite d'une erreur, d'après les déclarations du gouvernement pro-féministe du PSOE, du syndicat de travailleuses du sexe OTRAS, le débat concernant l'opportunité de faire face à la prostitution en empruntant la voie de l'abolitionnisme ou celle d'une légalisation et régulation s'est renouvelée ces jours-ci en Espagne. Puisque le pays est le premier consommateur de prostitution de l'UE -39% de citoyens en consomment- et aussi, par conséquent, un des premiers lieux de destination de la traite de personnes, le débat prend une dimension particulière.

Même si la prostitution n'est pas légale en Espagne, elle est très bien tolérée socialement et l'indéfinition juridique concernant son statut permet qu'elle soit ouvertement affichée, aussi bien dans les rues que par des publicités. Les proxénètes ont des syndicats et il existe des associations telles qu'Aprosex, qui propose des cours de formation à la prostitution, consacrés à étendre le marché de la prostitution. Ce n'était donc sans doute qu'une question de temps pour qu'un problème comme celui-ci apparaisse. Le syndicat de la discorde est promu par des membres de la direction d'Aprosex et c'est à peine s'il cache, dès ses premiers jours d'existence, ses velléités d'œuvrer à la légalisation et à la régulation. Bien que la ministre du Travail ait déclaré son intention de prendre en main ses statuts, une partie du mal est fait et les discours plaidant l'amélioration des conditions de vie des femmes opprimées ont déjà eu de larges échos dans la presse.

Le monde de la prostitution est très complexe et il recouvre beaucoup de réalités existentielles différentes. Il est donc complexe de savoir si le pourcentage de femmes prostituées heureuses de leur exercice tant fantasmé par le discours masculin existe. Ce dont il est possible d'être sûr, en revanche, parce que des études sur le sujet ont été produites, c'est qu'il existe un très grand pourcentage de femmes opprimées, que l'on peut même qualifier d'esclaves, comme en particulier les victimes de la traite. Nous

sommes sûrs également, parce que nous avons pu le voir dans d'autres pays, que ce syndicat ne représentera que la partie la moins exploitée de l'univers prostitutionnel, en outre des intérêts des proxénètes qui ici l'ont promu. Mabel Lozano, qui a fait de son combat contre la traite sa bataille, le signalait : le syndicalisme des proxénètes, qui existe parce qu'ils sont gérants de locaux destinés au loisir sexuel, a fait figurer dans ses priorités la légalisation de la prostitution.

Il est peut-être sur la voie pour y parvenir, s'il réussit à ce que la création de ce syndicat ne soit pas annulée, ou à ce que l'épisode donne une impulsion suffisante au débat concernant la légalisation. La France, qui finalement est parvenue à ce qu'une loi abolitionniste soit votée en 2016, est bien placée pour le savoir. Il s'agit d'une loi qui, suivant le modèle nordique, pénalise le client et considère la femme prostituée comme la victime d'un système qui la surpasse, ce qu'elle est le plus souvent. En effet, la loi votée en 2016 est le produit d'années de débats, au cours desquels un bastion en faveur de la régulation était le syndicat de travail sexuel Strass, créé en 2009. Le problème de notre monde contemporain est que, plutôt que de refléter la réalité, les médias tendent à la créer. C'était à prévoir, les représentants de Strass ont parcouru les débats télévisés au sujet de la pertinence d'introduire des changements législatifs concernant la prostitution et ils ont donné des dizaines d'entretiens à la presse. Le fait est, comme cela sera aussi sans doute le cas en Espagne, que Strass ne représentait que la partie la plus « cossue » de l'univers prostitutionnel, pour ainsi dire, la haute bourgeoisie de la prostitution, si l'on me passe l'expression.

Il n'est pas possible de tolérer que OTRAS devienne le cheval de Troie du régulationisme en Espagne parce que, compte tenu du chiffre d'affaires de la prostitution dans le pays, les risques que cette voix phagocyte l'ensemble de l'univers prostitutionnel seraient plus grandes que ce qu'ils ne l'ont été en France. Le féminisme est très fort en Espagne, mais il est divisé concernant la prostitution. En revanche, les énormes intérêts commerciaux qui attendent de pouvoir s'enrichir grâce à cette activité en toute légalité ne sont pas divisés, eux. La meilleure preuve en est que Ciudadanos, un parti laïque de droite libérale, dépourvu du frein que constituait en ce domaine la morale catholique, soit si franchement décidé à légaliser et réguler la prostitution. Une autre preuve consistante de l'existence de ces intérêts est que le PP se soit borné à déployer tout son talent pour regarder ailleurs, quand bien même cela fait des semaines qu'il axe sa future

communication de campagne sur le conservatisme moral, en se positionnant contre ce qu'il appelle l'idéologie de genre et contre le droit à l'avortement.

Dans un débat aussi passionnel que celui de la prostitution, la meilleure chose à faire reste sans doute d'examiner des réalités tangibles. Et en matière de prostitution, nous avons les réalités tangibles que sont les deux modèles opposés, tous deux développés dans le même propos d'améliorer la vie des femmes prostituées : le modèle allemand, régulationniste, et le modèle suédois, abolitionniste. L'Allemagne dépénalise le proxénétisme en 2002, ce qui donne à son modèle le temps d'évolution suffisant pour en faire un bilan. Sans surprises, il est négatif : la prostitution a augmenté de 30% depuis, représentant un chiffre d'affaires de 15 milliards par an. La traite a augmenté également et toute sorte d'offres sont apparues, qui réduisent les femmes à une exploitation sexuelle qui frise l'intolérable. La violence a augmenté chez les clients : les pratiques sollicitées sont de plus en plus dégradantes et presque rien ne semble freiner les fantaisies les plus perverses. L'une des dernières modes, solliciter des femmes prostituées enceinte, a le vent en poupe et des femmes enceinte doivent ainsi s'occuper d'entre 15 et 40 clients par jour jusqu'à l'accouchement. La mobilité propre à l'espace européen a aggravé la question, puisque près de 95% des prostituées allemandes viennent de pays pauvres, ne parle pas l'allemand, et se trouve en état de complète vulnérabilité, confrontée à un système qui les réduira en miettes. D'après la psychotraumatologue Ingeborg Kraus, cela atteint un tel volume que cela posera bientôt un nouveau problème, collectif : des milliers de femmes complètement brisées physiquement et mentalement sont envoyées en retour depuis les maison closes allemandes vers leurs pays d'origine, commençant à créer un traumatisme collectif qui peut bien toucher les pays en question pour plusieurs générations, puisqu'il est prouvé que les traumatismes graves (guerres, etc.) sont transmis aux générations suivantes. Une donnée à prendre en compte pour ceux qui défendent que la prostitution est un travail : d'après une étude du ministère allemand de la famille datant de 2004, 87% des femmes en situation de prostitution ont subi des violences physiques, 82% des violences psychiques et 59% des violences sexuelles. Notons que, comme l'expose le docteur Kraus, la situation a empiré avec la loi votée en 2002.

En contrepoint, la loi suédoise, qui fait face à ce même problème, a fait le choix de pénaliser le client, de façon à faire chuter la demande. En effet, cette loi votée en 1999

part de la perspective suivant laquelle dans le système prostitutionnel, la femme est la plupart du temps une victime du contexte (situation matérielle, abus vécus dans l'enfance qui facilitent une base estime de soi et une mise en place d'une dissociation chronique et pathologique permettant de supporter les multiples rapports sexuels, manque d'opportunités...) et d'un système d'exploitation qui la surpasse. C'est quelqu'un qu'il faut protéger. En conséquence, la loi ne pénalise pas la vente de services sexuels, mais elle pénalise leur achat. Puisque son entrée en vigueur s'est faite en parallèle à un travail éducatif, le stigmate retombe maintenant en Suède aussi sur le client. Au terme de presque vingt ans, il est possible de constater que, dans une Europe où l'ouverture de frontières a permis que le marché du sexe explose –et donc que la traite prospère– dans des pays comme l'Allemagne ou les Pays Bas, la Suède reste assez à l'abri de la traite. Les trafiquants estiment que cela ne vaut pas la peine de prendre des risques. De même, le nombre de personnes en situation de prostitution a diminué de 2/3 et, au contraire de ce qui se passe en Allemagne, où 95% des femmes prostituées sont étrangères, près de la moitié sont suédoises. Le fait qu'il y ait un pourcentage plus ou moins grand de personnes en situation de prostitution venant du pays lui-même est aussi un bon indicateur de la qualité de vie que peuvent avoir ces personnes.

L'Espagne fait face à un débat auquel d'autres pays ont été confrontés avant elle. En effet, si l'Allemagne et les Pays Bas ont fait le choix de légaliser, le modèle nordique s'est étendu à la Norvège, l'Islande et la France. L'Espagne dispose de deux éléments qui, selon moi, vont agir en tant qu'éléments modulateurs du débat. Le premier est l'énorme consommation de prostitution pour un pays aux revenus plutôt bas : c'est le premier consommateur européen. En outre, il faut ajouter qu'il s'agit d'une consommation socialisée, un élément qui diverge de ce qui se produisait en France, par exemple, et qui oeuvrera sans doute pour une perception plus normalisée de la prostitution. Le deuxième facteur modulateur est la très grande poussée du féminisme espagnol, qui se trouve parmi les plus forts d'Europe de par sa capacité de mobilisation. Il est difficile de savoir le poids qu'aura ce facteur modulateur, étant donné que, comme les autres, le féminisme espagnol se trouve divisé à propos de la prostitution. D'une part, les secteurs abolitionnistes l'abordent sous l'angle de la marchandisation du corps et de l'exploitation et l'objectivation de la femme. De l'autre, les secteurs régulationnistes l'abordent sous l'angle du prétendu *empowerment* des femmes. Pour peu que l'on médite, il est possible

d'observer que ces deux positions répondent à deux analyses et deux perspectives théoriques différentes : d'une part l'incidence du féminisme radical et du féminisme marxiste ; de l'autre l'incidence de la pensée qui part de Butler et se concentre sur les identités. S'il ne fait pas de doute que ce courant de pensée est indispensable pour penser tant la construction sociale du corps que le rapport de sujétion à la norme, on prend conscience, en ce type d'occasion, à quel point une théorie peut supplanter le réel et le masquer si on ne se fixe pas pour priorité de regarder le monde. Nous ne saurons pas s'il y a des femmes qui se sentent puissantes du fait de recevoir de l'argent contre des rapports sexuels, ce qui ne fait pas de doute, c'est que les femmes non allemandes des maisons closes allemandes feraient sans doute bien autre chose, si elles le pouvaient, que de s'occuper d'entre 15 et 40 clients par jour, dont au moins la moitié sont animés par des fantasmes sexuelles perverses, surtout si elles sont enceinte. Il n'est pas possible d'analyser une pratique d'exploitation telle que la prostitution, qui se situe à l'angle exact de l'exploitation capitaliste et patriarcale, en faisant abstraction des deux systèmes de domination qui sont à sa source. La mise en avant de l'*empowerment* que fait le camp régulationniste ne tient debout, dans le meilleur des cas, que pour une petite minorité. C'est même pire : il est impossible de rendre l'analyse extensible à l'ensemble des effectifs de la prostitution, pour la simple raison qu'il faudrait changer les paramètres qu'impose notre monde : un certain nombre de femmes ne devrait pas se retrouver à la merci de prédateurs comme conséquence de la pauvreté et des violences vécues ; un certain nombre d'individus ne devrait pas pouvoir contempler les femmes comme source de bénéfice dont le sort n'importe pas ; les rapports de domination établis sur la base de critères économiques sur l'ancien modèle colonial ne devraient pas exister non plus ; tous les effectifs consacrés à la prostitution devraient avoir le même ressenti de leurs corps... La façon dont le secteur régulationniste envisage la prostitution, comme *empowerment* qui peut être étendu à l'ensemble, illustre la manière dont une théorie élucubrée par l'entendement humain peut dévorer le réel. Seulement, ce travers intellectuel peut condamner aujourd'hui à l'horreur la plus totale des milliers de femmes, comme le montre l'expérience allemande.

Puisqu'en Espagne le féminisme est entré en politique, la dispute qui divise le féminisme espagnol trouvera une probable prolongation dans les partis politiques. Il serait louable que les secteurs de la gauche partisans de l'*empowerment* regardent au-

delà des quelques personnes qui exercent confortablement la prostitution, plus ou moins à leur compte. Il serait louable qu'ils regardent bien en face le système d'exploitation qui en constitue la toile de fond et qu'ils évitent d'adopter le même positionnement dans ce débat que les ultranéolibéraux de Ciudadanos, qu'ils commencent au moins par se demander par quels chemins il se trouvent dans des positions si rapprochées.

Nice, le 2 septembre 2018

Du viol et de la verbalisation

J'ai rédigé *Le symbolique est politique* il y a quelques années, en guise d'exorcisme de deux expériences personnelles, une relation de violence dans le couple et un harcèlement professionnel. Je n'ai porté plainte pour aucune d'entre elles. En parallèle, j'ai contacté des secteurs de gauche, mue à l'époque par le besoin existentiel de mener le genre à la sphère politique, un besoin de me sentir exister. J'ai supporté à l'époque stoïquement bien des insultes pendant que je rédigeais l'essai.

Depuis, j'ai vécu durablement le même conflit sémantique autour du viol. La définition la plus simple de la violence de genre est la réduction normalisée de l'individu au statut d'objet. Il n'est pas surprenant, dès lors, qu'un des besoins basiques exprimés par tant de féministes, déjà mentionné par Simone de Beauvoir, soit celui de ne pas être un objet pour l'autre ; celui d'exister pour l'autre. Une aspiration qui semble aller de soi et qui apparaît au contraire comme fondamentalement absurde dès lors que, structurellement, celui-ci n'existe que de façon relative à un autre pensé en tant qu'objet.

Le viol est la violence objectivante par antonomase. La violence, aussi, qui conjugue sanction et domination. Une infraction du corps et une négation réitérée. L'on nie l'individu du point de vue individuel avec le viol –son désir, sa volonté. L'on nie l'individu du point de vue social avec le viol –ses mots, son vécu.

Précisément parce qu'il est une négation en essence, le viol, comme le reste des violences de genre, guérit par la verbalisation. Dire. Une fois et une autre. Dire. Ce qui s'est passé. Ce que j'ai senti. Ce que j'ai vécu. Ce que je ne suis pas : une dépouille ; un débris ; un non-moi.

Le tabou du viol est presque universel. Le corps violé perd symboliquement la capacité d'être la propriété privée d'un homme et cesse en cela, culturellement, d'être un corps. Pour la femme, l'infraction est plus ontologique : passer d'être moi à être objet ; passer d'exister socialement à inexister socialement. En tant que possibilité de sanction, pour l'homme, le viol garantit qu'il n'existe pas de sexualité hors-temps ; constitue la garantie de l'existence d'une sexualité sur commande.

Comment est-elle la jouissance sexuelle de l'homme ? S'il est vrai que l'on ne pourra jamais imaginer les expériences du monde que nous n'aurons pas, celle-ci

constitue l'une de celles qui nous manqueront. Elle aura pourtant pesé sur nos vies, toutes entières organisées pour nous décrire en tant qu'objet sexuel et reproductif.

Il n'empêche, du point de vue ontologique, une fois surmonté le viol libère de ce poids ; du poids du corps vécu comme objet sexuel, consommé par l'autre. La sexualité est présente et cependant la femme découvre qu'il existe un au-delà de son aspect sexuel. Elle est une âme. Un esprit. Elle est action, affectivité, émotivité. Elle est une sexualité, aussi. Mas pas seulement une sexualité, et surtout pas une sexualité sur commande. La femme tout entière change de sens, de façon d'être dans le monde. Elle gagne en profondeur. Elle n'est plus objet. Elle cesse d'être un sexe, pour posséder un sexe et une sexualité, parmi tant d'autres choses.

Il déplaît, et déplaira, cet être féminin dans le monde non réductible à sa sexualité.

Nice, 10 janvier 2019

Sexe, patriarcat, domination

La nouvelle législature n'a pas commencé en Espagne que le débat féministe qui y occupera probablement le centre fait déjà rage. Il concerne l'évolution de la situation légale de la prostitution. C'est une question d'autant plus épineuse que différents horizons idéologiques y sont sollicités, pas toujours à bon escient.

L'Espagne s'apprête peut-être à aborder la période avec un nouveau gouvernement susceptible de prendre des mesures féministes. De ce fait, outre l'adoption de mesures plus ou moins consensuelles concernant les possibilités de conciliation des femmes, leurs droits professionnels ou encore la lutte contre les violences machistes, il devra sûrement confronter des choix épineux comme faire évoluer la situation légale de la prostitution. Pour l'instant celle-ci est tolérée, mais elle si normalisée, que l'Espagne est devenue le quatrième pays au monde de destin pour la traite de personnes. Solliciter les services d'une prostituée est devenu relativement fréquent pour toute festivité masculine qui implique le collectif. L'enjeu relance un débat déjà houleux au sein du féminisme.

Sur la scène du féminisme espagnol, ce débat politique oppose les tenant(e)s du féminisme radical et celles/ceux des théories *queer*, cependant il s'agit plutôt du *queer* qui se détache des politiques de l'identité. L'Espagne, on le sait, a beaucoup avancé en matière législative pour donner à l'individu la possibilité de définir de lui-même son appartenance de genre. Seulement, cela a eu parfois des conséquences perverses en matière de droits des femmes, dénoncées par les tenantes du féminisme radical, en particulier si elles sont juristes. Paula Fraga⁴ signalait ainsi que le cas du Canada illustre les dérives possibles dans de domaines aussi divers que les compétitions sportives, les quotas ou l'accès à des espaces fermés réservés aux femmes. Elle mettait par ailleurs en garde sur la Proposition de Loi au droit à la libre détermination de l'identité sexuelle et de l'expression de genre présentée par Unidas Podemos, qui selon elle aborde le genre en tant que catégorie de la personnalité. Ce faisant, la loi adopte une optique opposée à celle du féminisme radical : là où celui-ci refuse les attributions de genre et voit l'être humain

⁴ Paula Fraga, La teoría queer y la institucionalización de la misoginia, Publico, 25/11/2019, <https://blogs.publico.es/otrasmiradas/25997/la-teoria-queer-y-la-institucionalizacion-de-la-misoginia/>

comme individu à définir, les perspectives émanant de cette conception du *queer* renforcent dans leur application lesdites attributions, par la possibilité même qu'elles offrent d'évoluer du masculin au féminin ; là où les perspectives émanant du féminisme radical rendent floues dans leur application les attributions de genre, celles émanant du *queer* les affirment.

La place que les perspectives émanant du *queer* ont pris dans leur application influence de plusieurs façons le débat sur la prostitution : en l'occultant, tout d'abord, car la question des identités est somme toute moins subversive pour le patriarcat que la question du démantèlement du système prostitutionnel ; en renforçant les imaginaires genrés du masculin et du féminin ; en renforçant parfois la représentation que fait le patriarcat de la sexualité.

Féministes radicales et tenantes du *queer* s'affrontent déjà, de ce fait, en politique comme dans les universités. Les deux perspectives émanent d'un même constat -le système subordonnant et oppresseur mis en place par le patriarcat pour asseoir sa domination pose des limites artificielles aux droits et aux possibilités existentielles de certains sujets, pourtant porter leur logique à l'extrême finit par les opposer. En définissant le sexe comme construction, les perspectives émanant du *queer* nous éloignent de la possibilité de définir l'oppression sexuelle -qui, elle, est liée à l'attribution à un sexe de certaines caractéristiques- dit Paula Fraga. Si l'observation est judicieuse, on peut tout de même la nuancer en rappelant que le féminisme radical doit se garder, lui aussi, de tomber dans l'essentialisme et que la propre Simone de Beauvoir avait dit « On ne naît pas femme, on le devient ». Pour autant, il serait dommage de permettre qu'une utilisation patriarcale perverse de certaines théories finisse par opposer, à terme, deux catégories d'opprimés : nous devons nous prémunir de cela.

Que le sujet politique « femme » n'est pas un sujet réaliste avait été constaté bien avant Judith Butler, sans être théorisé, par Kimberlé Crenshaw, lorsqu'elle a mis en place le concept d'intersectionnalité ; par Sojourner Truth, lorsqu'elle interpellait le monde en clamant « Ne suis-je pas une femme » ; par Gayatri Spivak, lorsqu'elle pointait l'oppression spécifique des femmes des pays colonisés ; par tant d'autres : les femmes étant sujettes à des conditions multiples, elles ne peuvent pas constituer un sujet politique homogène. Pour autant, l'inquiétude concernant la possible -et prévisible- récupération patriarcale des perspectives *queer* pour retourner à son invisibilité des

violences majeures comme la prostitution est tout à fait recevable, je m'étais déjà exprimé à ce sujet⁵. Il nous faut, me semble-t-il, faire un effort collectif pour distinguer une théorisation de son application, et à plus forte raison de sa récupération.

Le *queer* signale que les identités genrées sont construites, il n'est pas le seul à le faire. Dans son aspiration à ce que chaque individu se définisse librement -et s'en amuse-, mal compris il peut finir, il est vrai, par renforcer les attributions de genre. Car là où le véritable *queer* garde son esprit de performance, voire de jeu, les politiques identitaires reviennent presque à une essentialisation qui serait non plus corporelle mais spirituelle. D'autre part, des référents de ce courant de pensée, tels que Paul B. Preciado, développent dans leurs écrits des imaginaires identitaires et sexuels directement hérités des conceptualisations patriarcales, cela n'est tout de même pas très surprenant : l'imaginaire identitaire et sexuel de chaque individu est conformé par la norme dominante de la société. Il convient néanmoins, concernant le *queer* qui n'a de cesse de revendiquer sa subversion, supposée lorsqu'il est mal compris, d'en faire état.

C'est moins la prétendue opposition des deux courants de pensée que sont le féminisme radical et le *queer* qu'il faut pointer à mon sens que l'utilisation perverse que le patriarcat peut faire des conceptualisations émanant du *queer* -en perdant volontairement de vue la revendication qu'il fait de l'artifice- et d'une figure comme celle de Preciado, dont les imaginaires émanent de la société dont il est produit, une société patriarcale.

Comme beaucoup de systèmes de domination, le patriarcat assimile afin de faire perdurer les privilèges des sujets hégémoniques. Dans ce cas, il semble décidé à mettre en avant sa conception très partielle du *queer* pour retourner à son invisibilité des privilèges tels que la possibilité d'acheter le corps d'individus qu'il a au préalable pratiquement rendu esclaves. Bien plus : il esthétise des fantaisies telles que celles développées par Paul B. Preciado -dont certaines pages n'ont parfois rien à envier à celles d'Henry Miller, comme le signale Ana De Miguel- pour effacer la réification à laquelle elles aboutissent pour de milliers d'êtres humains sur la planète. De Miguel signale que Preciado présente dans *Testo Junkie* le corps et l'être féminin comme passifs

⁵ Sara Calderon, « Le débat de la prostitution en Espagne et les modes intellectuelles », 2/9/2018, Blog de Sara Calderon, *Mediapart*, blogs.mediapart.fr/sara-calderon/blog/020918/le-debat-de-la-prostitution-en-Espagne-et-les-mode-intellectuelles

et le désir sexuel comme agressif ; qu'il y décrit la jouissance sexuelle que procurerait l'agression. Elle y trouve à redire, évidemment, l'impact que ces représentations ont sur les violences faites aux femmes, dont celles exercées par l'industrie du sexe.

Les débats qui font rage sont parfois difficiles à trancher tant le patriarcat est ancien, car ils sollicitent des éléments inhérents à l'humain. Le prétendu caractère inhérent de la violence au désir sexuel est cependant, lui, à peu près tranché : elle ne l'est pas. Non seulement les études scientifiques concernant nos cousins les primates supérieurs démontent l'argument biologique -si chez les chimpanzés les mâles sont agressifs et tombent dans la maltraitance des femelles, les bonobos ne le sont pas et les femelles décident même en matière sexuelle- mais il est en outre largement vérifié sur l'humain qu'une sexualité basée sur la communication et l'interaction existe bel et bien. La violence n'est pas inhérente au désir sexuel, elle constitue néanmoins un fantasme, qui s'est trouvé développé à l'extrême par le régime patriarcal.

Doit-on réprimer catégoriquement l'expression de ces représentations comme le suggère De Miguel ? Vaste question. Elles sont préjudiciables pour la condition des femmes : la violence normalisée peut s'exercer d'autant plus qu'on la perçoit comme légitime -parce qu'elle produirait du plaisir, parce que l'être-cible serait constitué pour la recevoir- ; le sujet hégémonique peut d'autant plus se penser hégémonique -et avoir besoin de le faire- qu'on le dépeint de la sorte à l'envie. Cependant, la question du fantasme de pouvoir est complexe. Si complexe que l'orientation sexuelle de l'individu n'y change probablement rien : les couples homosexuels peuvent reproduire les rôles genrés au sein de leurs relations amoureuses ou non, ce sont des questions indépendantes. Ceci dit, si tant de couples, hétérosexuels ou homosexuels, se passent aussi de ce type de fantasme, et de ce type de dynamique, elle n'a rien de naturel, ni d'inéluctable.

Le temps est venu de nous assurer que les forces politiques envisagent enfin une évolution en ces domaines sur le long terme, axée sur l'éducation et la diversification des discours, susceptible d'infléchir durablement les représentations et les mentalités. Sans céder un pouce à l'éventualité d'une avancée dans l'autre sens -car c'est bien la normalisation de la réification de l'humain qui est en jeu dans la tolérance envers la prostitution et la pornographie-, il faut peut-être, pour être efficaces, accepter que pour l'instant le fantasme de domination existe, que peut-être ne disparaîtra-t-il

complètement jamais et que la meilleure façon de le combattre est de le reléguer clairement dans le domaine de la fiction, tout en transmettant l'impératif de laisser émerger la nature humaine telle qu'existant hors des système de subordination en vigueur. Une nature humaine qu'on connaît forcément mal, puisque ces systèmes sont parfois millénaires, mais dont on est certain qu'elle ne correspond pas aux traits qu'ils dépeignent.

Il importe que le monde politique, en Espagne et ailleurs, cesse de gérer des combats aussi fondamentaux par des logiques sur le court terme, peu éclairées ou portées par des modes intellectuelles. En cela, malheureusement, le populisme et la soif de pouvoir d'une force comme Unidas Podemos est spécialiste. La force épouse avec enthousiasme les combats les plus dans l'air du temps, tels que la lutte contre les violences machistes ou la liberté pour chacun de définir son appartenance de genre, mais évite volontiers les plus radicaux, tels que le démantèlement du système porno-prostitutionnel. Un de ses fleurons politiques, la maire de Barcelone, Ada Colau, constitue un exemple notoire de cette attitude. Pour un obscur personnage tel que Pablo Iglesias, elle semble être telle une pierre brillante susceptible, grâce aux succès qu'elle a obtenu en matière de municipalisme, d'une grande rentabilité électorale et de peaufiner l'image de force politique de pointe qu'il souhaite donner au parti, alors même que son caractère d'imitation est déjà visible. Les images de la police municipale expulsant violemment les migrants vendant dans la rue des bibelots à la sauvette ou les étudiants indépendantistes ; ses alliances avec Manuel Valls ou, bien entendu, ses positionnements en matière de prostitution l'ont largement laissé émerger. Barcelone est devenue une Mecque de la prostitution, et Colau a largement participé à ce qu'il en soit ainsi : non seulement la mairie a proportionné des subventions à l'association de proxénètes Aproxex pour ses très suspects « cours de professionnalisation de nouvelles prostituées », que les élèves paient, mais Colau a publiquement soutenu la création du syndicat OTRAS, finalement avortée, qui défend en réalité les intérêts de l'industrie du sexe et du tourisme sexuel. L'université de Barcelone a permis que se tiennent dernièrement des séminaires vantant les mérites du « travail sexuel », dûment interrompus par des militantes radicales. La bataille qui se livrera en Espagne semble toute dessinée, il serait dommage qu'elle affronte pour autant deux catégories

d'opprimés par un même système. Le féminisme peut connaître des différends, comme tout courant de pensée, il ne doit pas pour autant laisser le patriarcat le diviser.

Nice, le 3 décembre 2019

II. GEOPOLITIQUE DE LA VIOLENCE STRUCTURELLE :

L'Europe et la purge de l'égalitarisme d'Erdogan

Les choix concernant le peuple kurde réalisés par le gouvernement d'Erdogan dévoilent une réalité qui, s'il ne fait pas de doute qu'elle est incommode pour l'Europe, n'en reste pas moins si décisive, que fermer les yeux à son propos ne peut qu'endommager le déjà faiblissant projet européen.

Cela fait déjà un certain temps que le comportement électoral des peuples de l'UE remet au premier plan l'essoufflement du projet européen. Comme souvent dans la vie, peut-être faudrait-il saisir cet état de fait pour remettre en question ce que l'on veut et l'on attend de l'Europe. Est-ce bien cette Europe économique censée nous protéger des aléas du marché global ? Il apparaît clairement que d'amples secteurs attendent, par-delà la prospérité économique et une éventuelle permanence des acquis sociaux, également un projet commun.

Comment serait-elle cette Europe ayant en partage certaines vues sur le monde et la société ? Il ne fait pas de doute que ce serait une Europe hétérogène, mais unie. Une Europe où, sans être pareils, les peuples connaîtraient la fête nationale, les langues officielles, quelques traditions de chaque pays. Sans les partager, ils les sentiraient proches. Puis, par-delà cette connaissance mutuelle susceptible de dépasser les clivages de la différence, cette Europe aurait sans doute également en commun quelques valeurs, sinon universelles, du moins très largement consensuelles. On est aujourd'hui en droit d'espérer que l'égalité de droits et de statut entre les hommes et les femmes en ferait partie. Bien que ce combat soit encore loin d'être gagné, comme le montre l'ampleur du mouvement pour les droits mis en place ce 8 mars de par le monde, le fait est que l'égalité de droits a assez largement intégré le sens commun et que rares sont les hommes –et femmes- politiques qui seraient prêts à contester ouvertement cette valeur.

Pour autant, des éléments divers viennent souvent pointer du doigt le chemin qui reste à parcourir. Le sort réservé à la Turquie d'Erdogan, et le rapport que les états européens sont prêts à établir avec elle, en font partie. Les infractions aux droits humains auxquelles s'est livré le pays depuis la tentative de coup d'Etat de juillet 2016

font l'objet de dénonciations récurrentes, de même que le sort réservé aux migrants fuyant la guerre du Moyen Orient, qui se trouvent parqués dans des camps, livrés aux mafias diverses, ainsi qu'aux réseaux de prostitution, pour ce qui est des femmes et des enfants.

Bien que le sort réservé au peuple kurde de Turquie fasse moins l'actualité, il la fait aussi de façon régulière. Et ce d'autant plus depuis que les Kurdes de Syrie sont apparus comme le rempart le plus efficace au niveau local contre la progression de l'EI. Il n'empêche que, s'ils n'ont jamais été très soutenus, les vents sont en train de tourner, et il est inquiétant que tant de dirigeants des pays de l'UE ferment les yeux sur ce qui se passe en Turquie à ce propos. L'offensive réalisée sur l'enclave d'Afrin constitue ainsi l'un des derniers épisodes en date. Par-delà la déloyauté que fermer les yeux suppose envers des combattants qui, tout en défendant leurs vies, ont sans doute préservé l'Europe d'un plus grand dommage, c'est encore s'obstiner à nier que l'égalité entre les hommes et les femmes compte parmi les principaux griefs du président Erdogan à l'encontre du peuple kurde. Par-delà la mouvance qui entoure le PKK, il est assez convenu que la persécution dont font objet les kurdes va bien au-delà de la chasse aux éventuels terroristes, pour cibler activistes, et même civils n'ayant pas d'autre reproche à se faire que celui de s'être exprimés, par une voie ou par une autre, sur la question. Cela va en effet au-delà de la persécution ethnique –déjà contraire, rappelons-le, à la valeur du respect des droits humains- pour déboucher sur une large persécution culturelle : Erdogan a ainsi profité de la tentative de putsch pour vider la fonction publique et les groupes intellectuels d'éléments divergents, censurer des enseignements –avec entre autres, de façon assez significative, les théories de Darwin, supprimées des enseignements du secondaire-, utiliser dans sa communication politique la figure de sa femme pour établir un modèle de femme vertueuse : celui de l'épouse soumise dépourvue d'individualité.

C'est donc à une purge sociale et idéologique menée sur plusieurs fronts que se livre la Turquie en ce moment, de toute évidence destinée à obtenir une transformation profonde et durable de toute la société turque. Celle-ci rappelle même par son aspect systématique et inexorable, les purges qu'ont eu lieu dans presque tout le continent latino-américain pendant les années 70 et dans un contexte de guerre froide, à l'encontre

des sympathisants de gauche. Cette purge-ci s'adresse en revanche, entre autres, à ceux et celles voyant d'un bon œil l'égalité de statut entre les hommes et les femmes.

Il est louable que l'Europe s'attèle à faire progresser la condition des femmes, à diminuer l'écart salarial, de même que les morts pour féminicide... on ne peut que saluer cet effort. Cependant, il est improbable qu'elle y parvienne si elle ne l'insère pas dans une démarche globale et cohérente ; si elle se plie à l'inimaginable concession de fermer les yeux sur une purge qui ne s'efforce pas particulièrement de taire son nom et qui fait de la seule société de la région à porter les valeurs d'égalité entre les hommes et les femmes sa cible privilégiée, précisément du fait qu'elle les porte.

Le président Macron a récemment reçu Erdogan. Le gouvernement de François Hollande avait déjà accepté que la justice ferme le cas de l'assassinat en plein Paris de trois militantes kurdes, alors que l'enquête sur leur mort avait mis en cause les services turcs, au prétexte que leur assassin est décédé peu avant le procès. Autant de choix politiques –officiellement, pragmatiques- qui ferment les yeux sur cette réalité : la volonté d'éradication d'un peuple au motif qu'il porte l'une des valeurs supposées centrales dans ce projet européen.

Le monde est en proie à une agitation qui ne peut que receler un tournant. Il ne fait pas de doute en ce sens que, s'ils veulent sortir l'Europe de l'impasse, les gouvernements européens devront forcément s'atteler à un moment donné à donner la priorité à un projet politique commun, dont l'égalité entre les hommes et les femmes ne saurait constituer un élément de détail.

Nice, le 4 mars 2018

Ce que le 8 mars dit de la Turquie d'Erdogan

Le 8 mars a mis en évidence sur son sillage combativité et oppressions. Parmi les éléments qui ont pu émerger, certains qui confirment les intuitions du billet précédent.

A l'occasion du 8 mars, deux chiffres concernant la Turquie ont émergé dans la presse, ils concernent les féminicides au sein du cercle familial : ils atteignent 239 femmes en 2013 ; 409 en 2017. Sauf à ce que le système de décompte se soit incroyablement affiné en ce laps de temps, ce qui semble improbable en ce contexte de retour à une vision machiste de la société, ils illustrent à eux seuls dramatiquement les inquiétudes exprimées par l'article précédent.

En parallèle, des millions de femmes manifestent en Espagne, en une grève féministe sans précédent, qui paralyse le pays et qui ne peut se faire sans le concours de vastes secteurs débordant très largement les cercles militants féministes, ni sans celui des hommes. En effet, 5,9 millions de personnes ont arrêté de travailler ce 8 mars dans tout le pays dans une grève qui déborde par ailleurs très largement l'univers du travail rémunéré et touche aussi le travail de soin ainsi que la consommation. Elle suit en cela les postulats du féminisme, qui considère que le travail gratuit de soin dispensé par les femmes constitue aussi un travail, sans lequel les hommes n'auraient pas pu travailler à l'extérieur, ni un système comme le capitaliste voir le jour. Grève inédite, donc, et grève pour le moins réussie, où beaucoup d'hommes ont assumé le travail de soin pour que leur compagne puisse manifester. Le mouvement de ce 8 mars a par ailleurs été très suivi de par le monde, avec des mobilisations notoires en Argentine également, par exemple, ou en Turquie.

Bien entendu, un mouvement d'une telle ampleur ne pouvait que susciter quelques réactions. En Espagne, compte tenu de l'ampleur du mouvement, la classe politique la plus conservatrice a tout de même été tenue de se raviser dans ses propos. Cela nous ramène à la Turquie d'Erdogan et à son évolution palpable à la simple vue des chiffres de féminicides. Sont-ils conscients, lui comme ses adeptes, des dynamiques qui ternissent le blason de l'univers mythifié du mâle vertueux ? Cet univers qui pour expliquer la violence se plaît à imaginer des femmes scélérates et des hommes débordés par des impulsions de légitime indignation ? Les femmes l'ont dit, elles sont nombreuses

à ne plus avoir spécialement envie de continuer à leur permettre de détourner confortablement le regard. Comment meurent-elles vraiment ces plus de 400 femmes turques – et toutes les autres de par le monde ? La première chose que l'on peut dire est que rien n'est plus faux que cette image rassurante de l'impulsion, du débordement. La réalité est que chaque coup, chaque insulte prend sa place, comme une pièce de puzzle, au sein d'une stratégie parfaitement et rationnellement orchestrée pour générer la peur. Non pas une peur utilitaire, une peur qui se bornerait à obtenir de l'individu ainsi téléguidé une obéissance soumise à un but précis. Il s'agit de générer une peur qui répond pour le violent à un besoin viscéral, animal, une peur qui lui est nécessaire pour se percevoir comme puissant et qui en ce sens confine au plaisir. Nous connaissons le discours le plus traditionnel des sociétés patriarcales à ce propos : les femmes sont comme de petits animaux qu'il faut dresser, car livrées à elles-mêmes, elles succomberaient sans doute à leurs impulsions irrationnelles, leur absence de jugeotte. Encore un discours rassurant pour le sens commun patriarcal et pourtant faux, car s'il est un comportement animal dans l'ensemble, c'est bien celui de l'homme qui maltraite. Ce n'est même pas un comportement qui serait instinctif, mais un comportement bestial. Le poète mexicain Octavio Paz définissait la figure archétypale qu'il avait établi, le « macho », par son enfermement. Il s'agit d'une intuition remarquable pour quelqu'un qui extrait sa conceptualisation de la simple observation du social. Car c'est de cela très précisément qu'il est question, tout se trouve peut-être résumé à cela : son enfermement dans l'idée de lui-même, l'idée de sa puissance, qui ne peut découler que de la destruction et de la souffrance d'autrui. En ce sens, comme le disait également Paz, cet homme est aussi un individu stérile, sa puissance n'étant pas tellement puissance à construire, que puissance à exister en soi, donc au fond, paradoxalement, impuissance et inexistence.

Toutes ces femmes meurent donc dans le cadre de démarches parfaitement préméditées et orchestrées pour que la personne violente accède à l'existence. Elles ne dépendent, en ce sens, en aucune façon de la femme, au-delà du fait qu'elle est le support nécessaire à la destruction qui fera exister le violent. Elle les subira donc quoi qu'elle fasse, et peut-être d'autant plus qu'elle sera « vertueuse », car plus elle sera vertueuse et plus elle plongera son agresseur dans le cercle infernal du manque d'assurance qui le

terrasse. La souffrance de ces femmes existe parce qu'elle est nécessaire à leurs agresseurs, elle est inéluctable.

Les femmes qui meurent ainsi le font inévitablement, dans un processus qui n'est en réalité bien souvent qu'une question de temps. Quand bien-même ces femmes réussiraient à arriver jusqu'à la vieillesse, brisées, hébétées, aux aguets, avançant dans la vie comme des ombres, elles subiront d'autant plus de violence que leur agresseur aura besoin de se contempler et de se percevoir comme un être de puissance, assis sur une montagne de débris.

Le cycle de la violence ne peut en aucun cas être brisé par la femme, quoi qu'elle fasse, sauf à ce qu'elle coupe les ponts. Il ne peut qu'être brisé par l'homme, comme du reste il va de soi d'un point de vue logique, pour peu qu'on se libère des philtres des discours patriarcaux : il n'y a que le violent qui peut décider de ne pas frapper. Paradoxalement, le premier pas pour que cette désactivation du cycle puisse un jour advenir est que l'homme cesse de se complaire dans sa seule puissance, qu'il cesse d'être enfermé, absorbé par elle comme le disait si remarquablement Octavio Paz. Qu'il regarde l'autre, dans son altérité et surtout dans son identité. Car aujourd'hui le violent, enfermé comme il l'est dans l'obsession de sa puissance, blessera l'autre parce qu'il a besoin de le blesser pour exister. Parce que sans sa souffrance il n'est pas, et il aura ce besoin d'autant plus que lui sera petit et que l'autre sera grand – ou que les autres lui sembleront grands.

Le monde que les adeptes de la « femme soumise » appellent de leurs vœux est, somme toute, un monde d'individus isolés, stériles, enfermés dans une puissance qui n'est autre chose qu'une impuissance dramatique à être et à faire. Nous le disons clairement : nous sommes nombreux et nombreuses à ne pas vouloir de ce monde. Nous voulons un monde connecté, d'individus reliés, créatifs qui se regardent à la fois les uns les autres et regardent leur but commun, qui regardent le monde et la communauté, qui n'auraient pas besoin de parasiter autrui pour exister.

Nice, le 23 mars 2018

Le Canada n'est pas un incident diplomatique : nous voulons d'autres Canada

A la suite de la condamnation par le Canada des persécutions dont ont été récemment la cible plusieurs militantes des droits humains en Arabie Saoudite, parmi lesquelles certaines risquent la peine de mort, les relations ont été coupées entre les deux pays. La communauté internationale est restée silencieuse, pourtant, ce geste vise à l'évidence à lui envoyer, à elle aussi, un message.

Je parlais l'an dernier d'à quel point le volontaire aveuglement de l'UE à la transformation sociale opérée par le haut en Turquie dans un propos à peine voilé de venir à bout de l'égalitarisme relatif homme-femme me semblait préoccupant⁶. Les mesures entreprises en ce sens ont en effet été nombreuses, le résultat de cette transformation se comptant à mon sens à vue d'œil, les chiffres de féminicides ayant presque doublé en quatre ans : ils sont passés de 239 femmes en 2013 à 409 en 2017.

Aujourd'hui, l'aveuglement que l'on peut observer dans la communauté internationale à propos des contradictions concernant la supposée évolution de la condition des femmes en Arabie Saoudite n'est pas moins préoccupante, elle aussi. C'était connu : l'Arabie Saoudite maintient les femmes dans un système de tutelle qui revient, dans les faits, à les cantonner à une minorité perpétuelle. Toute personne ayant étudié les dynamiques de violence de genre sait à quel point une telle mise à disposition des femmes dans l'espace clos et privé de la maison familiale est un facteur qui favorise en soi ces violences. L'Arabie Saoudite s'étant beaucoup enrichie, comme tous les pays du Golfe, avec la découverte de pétrole, elle peut maintenant parler d'égal à égal, du point de vue économique, aux pays occidentaux. Bien que ceux-ci ferment les yeux sur la réalité de la condition des femmes, comme ils les ferment sur d'autres à propos de ce pays, l'Arabie Saoudite a donc affiché une supposée volonté de progression dans la condition des femmes qui s'est traduite par quelques mesures : les femmes peuvent voter aux élections municipales depuis 2015, et elles peuvent être élues ; elles peuvent aussi conduire depuis juin 2018, après quelques années de combats menés en ce sens par des cyberactivistes saoudiennes. Le système de tutelle, qui oblige les femmes à demander l'autorisation d'un homme –père, frère ou mari- jusque pour aller chez le médecin

⁶ Voir « L'Europe et la purge de l'égalitarisme d'Erdogan ».

restant intact, ces mesures semblent relever de la cosmétique. D'autant plus qu'elles restent restreintes : si les femmes peuvent être éligibles, mener campagne reste une tâche semée d'embûches dans la réalité, car elles ne peuvent s'adresser à leur public que derrière un rideau.

Nous ne savons pas si ces mesures, très cosmétiques, ont été élaborées dans le but d'intégrer des organismes internationaux, ou si elles en sont la conséquence, le fait étant qu'elles sont simultanées au processus d'intégration de l'Arabie Saoudite dans des organismes internationaux de premier ordre : après avoir obtenu d'être intégrée, puis renouvelée en 2016, au Conseil des droits de l'Homme, elle intègre en 2018 la Commission de la condition de la femme des Nations Unies. Il est difficile de dire laquelle de ces nominations est la plus choquante. Pour la seule année de 2015, 800 personnes ont en effet été exécutées. D'autre part, des cas comme celui du blogueur Raef el-Badaoui, condamné à 1000 coups de fouet et 10 ans de prison pour insulte à l'Islam pour s'être exprimé sur son blog, ont fait le tour du monde. La condition des femmes reste quant à elle moyenâgeuse : invisibilisées par l'imposition de porter l'Habaya, un grand carré de tissu noir qui les couvre entièrement, leur tenue peut être révisée à tout moment par la police religieuse. Le système de tutelle les transforme en éternelles mineures ayant besoin d'autorisation pour étudier, pour sortir, pour aller chez le médecin... L'opposition des femmes se manifeste d'ailleurs depuis quelques années : plus formées, elles ont aussi une certaine ouverture sur le monde lorsqu'elles peuvent accéder, au moins partiellement, aux réseaux sociaux. Parmi les mesures récemment obtenues, le droit de conduire est le produit de cette lutte.

Si ces mesures étaient déjà cosmétiques, par rapport à la chape de plomb que constitue le système de tutelle, il est encore plus gênant qu'elles ne s'insèrent pas dans un mouvement global, quand bien même il serait lent, et par là même cohérent. En effet, la nature essentiellement cosmétique de ces mesures déjà infimes semble confirmée par la vague de répression exercée à l'encontre des militants des droits humains, et de ceux des droits des femmes en particulier, qui les a accompagnées. 17 personnes ont ainsi été arrêtées, parmi lesquelles des militantes des droits des femmes de premier ordre telles que Samar Badaoui, sœur de Raef el-Badaoui, ou Nassima al-Sadah. Pour son engagement, Samar Badaoui avait d'ailleurs reçu en 2012 le prix international du courage féminin.

La volonté de modernisation avait été pourtant suraffichée ces derniers temps en Arabie Saoudite : outre les mesures évoquées concernant les droits des femmes, le pays a intégré les principaux organismes internationaux de l'ONU concernant les droits humains et la nomination à la qualité de prince héritier de Mohammed ben Salmane s'est accompagnée d'un déploiement rhétorique axé sur la modernité et sa volonté de réforme. Un décalage évident s'établit pourtant entre ce qui est affiché, et la réalité du pays, qui émerge sans doute seulement partiellement sur la scène internationale. Les militantes arrêtées récemment sont en effet harcelées par les autorités depuis au moins 2014 et elles ont déjà fait l'objet de mesures disciplinaires : Samar Badaoui a été interdite de voyager puis arrêtée ; Nassima al Sada, qui s'était présentée comme candidate en 2015, a vu sa candidature rejetée. En outre, si le décret autorisant les femmes à conduire a été promulgué au moins de juin, la vague d'arrestations d'activistes pacifiques se poursuit, elle, depuis mai : Loujain al Hathloul, Iman al Nafjan, Aziza al Yousef, Nouf Abdulaziz et Mayaa al Zahrani comptent parmi les personnes arrêtées, parfois sans inculpation, et elles risquent 20 ans de prison. Une vague qui vient s'ajouter à d'autres cas plus anciens, tels que celui d'Israa Al-Ghomgham, arrêtée depuis 2015 et qui risque, elle, la peine de mort, de même que quatre autres militants de la cause des droits humains.

Au milieu du silence international concernant cette vague d'arrestations, malgré les appels réitérés d'une ONG comme Amnesty International, le Canada a été le protagoniste d'un épisode inhabituel et, pour tout dire, bienvenu pour beaucoup d'entre nous. En effet, le 2 août la cheffe de la diplomatie canadienne, Chrystia Freeland s'était alarmée d'apprendre l'emprisonnement de Samar Badaoui. Puis, le 3 août l'ambassade canadienne s'était également exprimée sur Twitter à ce propos avec un tweet explicite : « Nous appelons les autorités saoudiennes à les libérer immédiatement ainsi que tous les autres activistes pacifiques des #droits de l'homme ». L'ensemble avait été lu par l'Arabie Saoudite comme une intromission dans sa politique intérieure, et elle avait sommé l'ambassadeur de quitter le pays, puis gelé les transactions concernant le commerce et les investissements avec le Canada, le fait étant qualifié ici et là par la presse d'« incident diplomatique ».

Cette qualification, qui tendrait à conceptualiser les déclarations de l'ambassade et de la cheffe de la diplomatie du gouvernement comme erreur, nous semble à

commenter, car elle referme à elle seule une évaluation sur l'affaire : il faut fermer les yeux sur la dialectique mesures cosmétiques destinées à intégrer les structures internationales versus réalité de répression visant à assurer le statu quo. Une dialectique qui montre que l'Arabie Saoudite ne semble pas vouloir jouer franc jeu avec ses partenaires occidentaux. Nous l'avons dit pour la Turquie : nous ne sommes plus d'accord sur l'idée de fermer les yeux sur le non-respect endémique des droits des femmes. C'est un vrai modèle de société qui sous-tend la question de l'égalité de statut entre les hommes et les femmes. Non seulement parce que les femmes doivent être libérées des discriminations qu'elles subissent toujours, mais parce que le féminisme incarne de véritables valeurs concurrentielles à certaines des valeurs de nos sociétés : celles qui conforment la politique du *care* ; dont le noyau même est le respect de l'autre, de la vie et celui de la vulnérabilité. Il est donc grand temps que, par-delà la différence culturelle, nos gouvernements établissent des lignes rouges à ne pas dépasser concernant les valeurs éthiques, et les défendent. Emprisonner et tuer des militants pacifiques pour les droits humains est en soi gênant, que cela soit fait en parallèle à un affichage de mesures cosmétiques si grossier l'est d'autant plus. La brouille avec le Canada ne doit pas être considérée un incident diplomatique, mais plutôt à envisager comme un conflit de valeurs. Et cela d'autant plus que l'aspect ostentatoire de la réaction de l'Arabie Saoudite ne laisse planer aucun doute à propos du fait que, comme le disait le Canada, elle envoie un message à la communauté internationale à moindre frais, en se privant d'un partenaire sur lequel elle avait moins d'enjeux commerciaux. Le message suivant lequel la communauté internationale n'a pas à s'immiscer dans le statut qu'ils veulent bien accorder à leurs femmes. Nous sommes nombreux à célébrer que la porte-parole du ministère canadien des Affaires Etrangères, Marie-Pier Baril, ait soutenu, après l'incident, ses représentants, confirmant la validité de leurs propos et la façon dont ils représentaient le Canada. Nous souhaitons que d'autres pays fassent comme le Canada et élèvent la question de l'égalité juridique hommes-femmes au rang de valeur clairement établie, à laquelle il n'est pas possible de déroger d'un point de vue éthique. Cela ne fait pas de sens de faire campagne électorale en Europe sur des droits des femmes qui sont encore à défendre, et de fermer les yeux sur le nombre de féminicides de l'Arabie Saoudite, la Turquie ou la Russie.

Nice, le 28 août 2018

Mais de quoi Ahed Tamimi est-elle le symbole ?

Depuis sa condamnation en Israël pour la résistance qu'elle avait opposé à un soldat israélien, l'image d'Ahed Tamimi a fait le tour du monde. Sortie de prison et forte de sa notoriété, elle entame une tournée en Europe, sous la coupe d'une certaine gauche pour qui elle semble incarner une forme extrême de vertu. On peut néanmoins se demander, de quoi Ahed Tamimi est-elle le symbole ?

Depuis qu'elle a été arrêtée en décembre 2017, l'adolescente palestinienne Ahed Tamimi est devenue le symbole planétaire de la résistance qu'il est possible d'opposer à l'arbitraire et à l'abus de pouvoir, et même, pourrait-on dire, plus concrètement, de la résistance qu'il est possible d'opposer à l'arbitraire et à l'abus de pouvoir de l'impérialisme occidental. La manière dont le conflit palestinien s'est enlisé, depuis qu'en 1967 Israël s'est approprié par les armes pour la première fois de territoires - la Cisjordanie et Jérusalem Est-, est bien connue. Après des années de conflit armé, et de multiples abus de la part d'Israël, la solution de référence envisagée par la communauté internationale - la création d'un Etat palestinien qui coexisterait avec Israël, s'éloigne à pas de géant. Si le dernier épisode en date de l'escalade, la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, s'avère moins catastrophique que ce que certains d'entre nous avaient craint, il marque sans doute un autre point de non-retour.

Au milieu de cette geste héroïque de résistance opposée à une injustice si évidente qu'elle ne doit avoir pour égal, sur le plan humain comme sur celui de l'ethnocide consenti par la scène internationale, que l'invasion et le pillage du Tibet par la Chine, un personnage comme celui de Tamimi ne pouvait qu'attirer l'attention. En effet, à la suite de la deuxième Intifada, un mouvement de résistance non violente, que rejoint Nabi Saleh, voit le jour en Palestine, il confronte pour la première fois Ahed, âgée alors de 9 ans, à la réalité de l'occupation : arrestations, rondes de surveillance dans les rues, gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc, balles réelles... La famille d'Ahed devient alors un emblème de la résistance, au point d'être interviewée par des médias internationaux tels que le *New York Times*. Par sa crinière de feu, ses yeux clairs et sa furie au combat, la petite Ahed, ne pouvait qu'attirer l'attention lors de ses multiples confrontations avec les soldats. Elles culminent avec l'épisode bien connu où Tamimi donne une claque à l'un d'entre eux, ce qui l'amène à faire de la prison. En effet, dès le mois de décembre, Ahed

entre dans la prison de Sharon, en attente d'être jugée pour avoir attaqué les forces de sécurité, jeté des pierres, participé à des manifestations violentes et s'être rendue coupable de menaces et d'incitations. Si Israël prétendait faire d'elle un symbole dissuasif à l'attention de la jeunesse palestinienne, il a également fait d'elle le signe de ralliement de l'activisme palestinien. Après s'être déclarée coupable lors du procès, Ahdé a été condamnée à huit mois de prison pendant lesquels elle en a profité pour améliorer sa formation. C'est après ce procès, où elle a dû encaisser à plusieurs reprises des brutalités de la part de l'institution israélienne, et ces mois de prison, qu'Ahdé devient un symbole de résonance mondiale.

Dans des régions comme le Moyen Orient, il faut célébrer le fait que certaines femmes puissent enfin endosser un rôle actif et de premier plan. Cependant, il semble nécessaire de s'interroger à propos des implications que l'apparition de cette figure peut avoir pour le reste des femmes. Le féminisme a déterminé depuis longtemps que l'utilisation de figures féminines données comme exceptionnelles permet aux structures patriarcales de se renouveler, puisque leur exceptionnalité féminine reconnue renouvelle tacitement la norme. Cela s'est souvent vérifié dans la sphère du monde du travail, ou en politique. Il ne s'agit pas de prétendre que la petite Ahdé ait trahi quoi que ce soit ou qui que ce soit, comme ont pu le faire certaines des femmes qui ont gravi les sommets en écrasant d'autres femmes pour être acceptées par les hommes. Si je crois, pour ma part, à l'engagement sincère d'Ahdé, je doute un peu plus de la volonté que peuvent avoir beaucoup de ceux qui chantent ses gestes de sortir les femmes de la région de leur condition de subordonnées.

Comme à d'autres occasions depuis que j'ai commencé à tenir ce blog, la question de la valeur symbolique dont la figure d'Ahdé Tamimi est en train de se pourvoir doit sans doute être insérée dans celle de la dimension que l'Islam est sur la voie d'acquérir à échelle planétaire. Attention, cela ne veut pas dire que j'ai plus de griefs envers l'Islam qu'envers n'importe quelle autre religion. Cela veut dire que, sans doute au motif de l'impérialisme économique que l'Occident exerce sur l'Orient et du substrat colonial qui perdure, l'Islam a acquis une importance politique que les autres religions n'ont pas. C'est là l'aspect qui me dérange dans l'Islam : le fait que, contrairement à d'autres religions actuellement, il recèle un projet politique, qui dépasse en outre la portée de l'établissement d'un Etat confessionnel, comme peut être Israël. Il va sans dire que,

comme on nous le répète à l'envie, le projet politique de l'Islam, de nature intégriste, ne représente pas l'ensemble de la communauté musulmane. Le fait est que cette confusion n'est pas souvent dissipée dans les médias et que nous sommes de plus en plus nombreuses à ne plus vouloir tolérer les ambiguïtés à ce propos : nous voulons des positionnements clairs, afin de savoir parfaitement ce que nous approuvons – ou refusons.

Dans un contexte où « l'Islam indéfini » apparaît comme un vecteur d'opposition à l'impérialisme occidental, non seulement en Orient, mais aussi pour une partie non négligeable de la gauche autodéclarée progressiste européenne, Tamimi présente l'inconvénient de constituer un nouvel élément de confusion. Non pas d'elle-même, nous insistons sur ce point, mais par l'utilisation évidente que prétend faire tout un secteur de la gauche dans le but de blanchir la Palestine, comme si celle-ci était un exemple de pureté. Que la Palestine ait subi des exactions injustifiables et prolongées est une évidence, que l'on puisse la situer dans une sorte d'innocence originelle directement tirée du paradis perdu l'est beaucoup moins. La principale autorité politique palestinienne est constituée depuis des années par le Hamas. Malheureusement, sa doctrine n'a pas grande chose à envier à celle de l'Israël de l'orthodoxie religieuse, ni du point de vue de la haine de l'autre –il est clairement antisioniste- ni de celui de la liberté de pensée –il s'oppose à tout enseignement « contraire à la religion musulmane », parmi lesquels les Droits de l'Homme-, ni bien entendu de celui de la condition des femmes –qu'on encourage à porter le voile et auxquelles on interdit toute une série de choses- ou encore de celui de la liberté de ne serait-ce que de déroger à la tenue d'une apparence hétéronormative –avec des sanctions au motif de coupes de cheveux ou de vêtements considérés indécents, y compris chez les hommes-, et ne parlons pas de celle d'intégrer une des sexualités dissidentes.

L'intérêt pour les femmes et le féminisme, qui encore aujourd'hui ne peuvent pratiquement compter que sur eux-mêmes, de ne pas tolérer les opérations de blanchiment, conscientes ou inconscientes, basées dans l'usage de la figure féminine exceptionnelle n'en est que plus évident. Bien entendu, Ahd Tamimi est une adolescente sincère et engagée, bien entendu, sa cause est juste ; qu'elle soit l'ambassadrice sur terre du paradis perdu est en revanche discutable. Si elle n'avait pas un besoin de légitimation sur la scène internationale, que dirait l'autorité palestinienne

de la chevelure sauvage de Tamimi, de sa liberté, de sa furie au combat ? Ne nous mentons pas, il est probable qu'elle la voilerait, l'enfermerait et peut-être même la violenterait jusqu'à ce qu'elle se mette dans la tête que le devoir d'une femme est l'obéissance. Rien de fondamentalement différent à ce qui se passe dans un Israël orthodoxe, dont la presse la plus religieuse efface encore les photos des femmes politiques au simple fait qu'il s'agit de femmes, dont la représentation est considérée comme indécente.

Tamimi est en visite dans plusieurs pays européens cette semaine, invitée par la gauche progressiste, qui fait depuis des années de la cause palestinienne l'une de ses bannières. C'est une bonne chose que la jeune fille fasse connaître la situation de son pays, moins que l'on prétende nous convaincre qu'elle est autre chose qu'une exception tolérée par la communication politique d'une entité qui n'est pas spécialement progressiste mais qui se trouve disposée à faire temporairement des concessions sur son dogme pour survivre. Nous ne voulons pas que l'intolérable massacre se poursuive en Palestine, mais nous ne voulons pas non plus que l'on utilise grossièrement le supplice de qui que ce soit pour blanchir des sociétés liberticides pour les femmes, ce que nous ne voulons pas approuver.

Nice, le 20 septembre 2018

Le Prix Nobel de la Paix : la visibilité et la reconnaissance d'un phénomène

En faisant le choix de primer Denis Mukwege et Nadia Murad, le prix Nobel de la Paix visible cette année le phénomène du viol en tant qu'arme de guerre. Il semble dire aussi une volonté d'endiguer le phénomène, ce qu'il convient de célébrer.

A un moment où les élections brésiliennes offrent leur lot d'agressions racistes, homophobes et transphobes pratiquement tous les jours, il est heureux que la remise de Prix Nobel, qui a eu lieu récemment, ait permis que le prix Nobel de la paix visible cette année la violence sexuelle commise dans le cadre de conflits armés, une violence de genre visant à dominer l'autre. En effet, si les guerres entraînent depuis toujours leur lot de violence sexuelle, la prise de conscience des dimensions que peut prendre le phénomène est, elle, relativement nouvelle, de même que son usage rationnellement paramétré pour exterminer des communautés.

C'est dans les conflits yougoslave et ruandais où, du point de vue du droit international, l'on peut documenter pour la première fois ce type de pratiques. La violence sexuelle exercée sur le corps des femmes a toujours été une façon d'humilier les hommes. Ainsi, un rapport de l'ONU de 1998 précise que cette violence exercée à l'encontre des femmes a pour objet de mettre les hommes de l'autre camp face à leur défaite, puisqu'ils n'ont pas pu protéger leurs femmes. Elle porte à la fois un message de castration et de mutilation, le corps des femmes devenant la scène d'une bataille qui se livre entre les hommes (ONU E/CN.4/1998/54). Les événements des conflits yougoslaves et ruandais permettent néanmoins d'aller au-delà et de constater que les viols systématiques sont destinés en outre à briser les liens familiaux et communautaires, avec l'ostracisme dont on accablera ensuite les femmes les ayant subis. Ils visent aussi à coloniser démographiquement les terres de l'ennemi, les peuplant des rejetons du vainqueur. L'on compte ainsi entre 1992 et 1995, selon les chiffres fournis par Amnesty International, jusqu'à 67 camps où les femmes musulmanes étaient retenues et violées pour mettre au monde des enfants bosniaques. Le fait qu'on ne les libère pas avant sept mois de grossesse pour éviter les avortements montre la volonté nataliste de cette pratique. Le viol systématique des Tutsis a d'autre part été pratiqué

dans le conflit ruandais, environ 500.000 femmes tutsi ont ainsi été violées durant ce conflit de quelques mois.

La quasi-simultanéité dans le temps des deux conflits fait qu'ils ont permis le changement de typification du viol dans le cadre d'un conflit armé dans le droit international : d'outrage à la pudeur et à l'honneur, le viol est passé à être considéré comme crime de génocide en 1998 puis comme un crime contre l'humanité et génocide depuis 2008. La violence sexuelle est reconnue comme intégrant une stratégie destinée à produire de la terreur, des déplacements et à détruire les communautés.

Même s'il est prouvé que durant les conflits armés des hommes subissent aussi des viols, et que cette pratique est de plus en plus documentée, en particulier lors des détentions, le phénomène est encore à l'étude étant donné que les hommes les dénoncent moins que les femmes, par peur d'être socialement ostracisés, voire de faire l'objet de poursuites judiciaires, dans les pays où l'homosexualité est interdite. Quand bien même on avancerait dans l'étude de ce champ, il est évident d'emblée que le phénomène répond à d'autres logiques que celles de destruction de la communauté, qui est en vigueur pour les femmes.

Le prix Nobel de la Paix de cette année récompense deux personnes qui, chacune à leur mesure, luttent pour parer à la violence sexuelle exercée dans le cadre de conflits armés. Le docteur Denis Mukwege lutte depuis plus de vingt ans dans son pays, le Congo, mais également sur la scène internationale, pour visibiliser et faire arrêter l'utilisation du viol en tant qu'arme de guerre. Si le message qu'il porte commence à peine à être audible, l'on peut facilement imaginer la difficulté qu'il y avait à le transmettre il y a vingt ans. Ses positionnements politiques l'ont obligé à s'exiler plusieurs fois, et ce n'est qu'en 1999 qu'il a été en mesure de fonder l'Hôpital Panzi, avec des fonds suédois. Il l'imaginait au début comme une maternité, la force des choses a fait qu'il devienne une clinique de réparation de femmes victimes de viols, où se rendent des femmes de tout le pays. Il met en œuvre des cures globales, traitant les dommages physiques et psychiques. Depuis, l'Hôpital Panzi est devenu aussi un centre de formation pour médecins spécialisés et un centre d'attention pour patients souffrant d'autres problèmes.

Nadia Murad est l'autre personne récompensée par le Nobel de la Paix. Il s'agit d'une jeune femme yézidie qui a été esclave sexuelle de l'Etat Islamique. En effet, les

combattants de l'Etat Islamique ont attaqué de façon systématique en Irak la communauté yézidie. Les pratiques de viol systématique et d'esclavage sexuel dont elle a été victime entrent d'ailleurs parfaitement dans le cadre de la stratégie évoquée pour exterminer des communautés humaines. Il s'agit en effet d'une communauté qui se distingue de celles environnantes par son culte religieux, étant donné qu'elle n'est pas musulmane. De façon systématique, l'EI a tué les hommes et les femmes âgées, réduisant à l'esclavage sexuel les jeunes femmes et les petites filles. Lorsque cela arrive à Nadia Murad, elle a par chance 21 ans. Il s'agit donc d'une survivante qui, avec l'aide d'une famille musulmane de Mossoul, réussit à échapper à son calvaire et à trouver refuge dans le Kurdistan irakien. Elle y devient la porte-parole de l'association Yazda, où depuis 2014, elle défend la cause de milliers de femmes yézidiennes, toujours réduites à l'esclavage. Comme beaucoup de celles qui ont réussi à fuir, Nadia Murad s'installe en Allemagne et commence à porter son message dans les instances internationales : en 2015 elle intervient devant le Conseil de Sécurité de l'ONU ; en 2016, elle est nommée ambassadrice de bonne volonté de l'ONU pour la dignité des survivantes de la traite des êtres humains. En 2017, elle reçoit, avec Lamia Haji Bachar, une autre activiste yézidienne, le prix Sakharov.

La nomination conjointe de deux personnalités si emblématiques, chacune reliée à l'un des centres du problème que la violence sexuelle exercée dans le cadre de conflits armés pose à la communauté visible bien le phénomène, son amplitude et son ubiquité, de même qu'elle dit bien la volonté consensuelle de lutter contre celui-ci, malgré les tabous qui restent à briser. A un moment où, plutôt que de voir diminuer ce type de violence, nous voyons s'étendre aux hommes des mécanismes similaires – destinés à briser psychologiquement le rival-, soit parce que la pratique est réellement en train de s'étendre, soit parce que les hommes commencent à en parler, cette nomination est un geste qu'on ne peut que célébrer.

Nice, le 21 octobre 2018

Un monde émerge chez les Passeurs d'humanité

J'ai eu l'occasion d'assister cet été au Festival des passeurs d'humanité, surgi dans le sillage de la problématique d'accueil aux migrants qui a touché toute l'Europe du Sud.

C'est du 18 au 21 juillet qu'a eu lieu, dans la région de La Roya, le Festival des passeurs d'humanité. Lieu d'échanges et de rencontres, ce festival est né il y a deux ans, dans le sillage de l'inquiétude qui a secoué toute l'Europe, avec la montée du flux migratoire, à la suite des guerres du Moyen Orient. Située à la frontière de l'Italie, la région est le lieu d'un passage relativement régulier et, depuis quelques années, on le sait, d'une résistance déterminée.

La montée du flux migratoire a donné lieu en Europe au pire et au meilleur, il ne fait pas de doute, dans tous les cas, qu'elle a suscité un véritable questionnement civilisationnel, un questionnement des valeurs mêmes qui cimentent notre monde. Bien que nous soyons capables de solidarité lors de grands chocs nationaux, nos valeurs tendent à l'individualisme, au manque d'empathie, à une consommation rythmée par des tempos de plus en plus rapides et axée sur la sensation. Cependant, notre monde n'est pas que cela, un monde nouveau est aussi en germe, dans toute l'Europe : décroissance, zéro déchets, féminismes... Autant de courants et de mouvements qui, par delà leurs différences, se fédèrent pour aller vers ce monde nouveau, vertébré par des valeurs alternatives et assumées. Un monde qui n'a le soutien ni de l'institution ni des médias, mais un monde qui est porté par la force de la vie et de la conviction.

Puis vient la tragédie des migrants. Ces vagues réitérées d'êtres humains qui traversent des déserts, des contrées en guerre, des mers ; ces vagues d'êtres humains qui paient à des individus dépourvus d'éthique, qu'ils contemplent comme des messies, des sommes effarantes qu'ils ont mises des années à réunir ; ces vagues d'êtres humains qui subissent des tortures, des viols –qui paient, parfois, de leur corps, en tortures, en viols- ; ces vagues d'êtres humains livrés, presque pieds et poings liés, à toutes sortes de trafics, depuis les réseaux de prostitution jusqu'à ceux de vente d'organes ; ces vagues d'êtres humains qui poursuivent un rêve que nous vivons, nous, tous les jours ; ces vagues d'êtres humains, enfin, qui refusent l'ordre patriarcal, capitaliste et colonialiste qui s'est finalement imposé de par le monde.

Le caractère indéniable de la tragédie, malgré tous les efforts faits par l'UE et par nos gouvernements pour la nier, a secoué notre monde et donné lieu au pire et au meilleur. Les chasses à l'homme de l'Europe d'Orban, puis ses lois de sanction aux ONG aidant les migrants ; l'Italie de Salvini et son refus de laisser accoster des bateaux qui sauvent des vies ; la proposition d'un parti autodéclaré de centre-droite, en Espagne, d'accorder des permis définitifs de séjour aux femmes migrantes qui accepteraient de porter un enfant pour le donner en adoption, au prix de cet enfant, figurent parmi les pires initiatives suscitées par l'arrivée de ces flux migratoires. Les élans spontanés d'individus se portant volontaires pour donner un traitement digne à ces rescapés ; la prise de risque de capitaines de bateaux telles que Pia Kemp ou Carola Rackete ; les initiatives d'accueil de représentants politiques tels que Domenico Lucano, maire de Riace, figurent parmi le meilleur : le prix que la plupart de ces personnes ont payé en terme de persécutions judiciaires, aux mains d'un système trop habitué à penser des vies humaines en termes de dommages collatéraux, ne change pas grand-chose au fait qu'elles nous ont bel et bien sauvés tous, nous aussi, en sauvant ces vies, bien au contraire. Puis, il y a la Roya.

Située à l'exacte frontière de deux pays, à l'exacte frontière de l'Europe de Sud et de l'Europe qui en économie fait la loi, la Roya est une terre à la beauté sauvage. Une terre dont beaucoup d'habitants sont dotés d'une certaine distance critique vis-à-vis du système monde. Parmi ceux-ci, certains sont des néo-ruraux, d'autres de rejetons de parents hippies ou altermondialistes s'étant installés dans la région il y a quelques décennies. Ils ont en partage une posture de réflexion et de cohérence face à la vie ; un rejet de certaines des valeurs et des fonctionnements de base de ce monde.

La vallée de la Roya a été confrontée de plein fouet à la tragédie des migrants. Elle a vu défiler des hommes, des femmes et des enfants extenués, mal habillés, affamés qu'on rejetait encore puis entassait en attente de procédures interminables, à ruminer leur désespoir et leurs incertitudes. Elle a vu la mise en place de procédures de plus en plus contraignantes aux frontières : orientées tout d'abord, officiellement, à freiner le terrorisme, celles-ci se sont affinées durant le paroxysme de la crise migratoire, pour tester dans la vallée les nouvelles formes de blindage de l'Europe et de rejet de ces populations. Elle a vu, enfin, les violences policières.

Décontenancée, La Roya a d'abord porté secours avec les moyens du bord. Puis, la Roya s'est indignée et s'est organisée. Elle a construit des hébergements plus durables pour les migrants, elle a vérifié autant que possible la légalité des procédures policières, elle a aidé les migrants dans leurs démarches administratives, parfois elle leur a donné du travail – comme c'est le cas dans la coopérative agricole Emmaüs Roya créée à l'initiative et sur les terres de Cédric Herrou. La Roya a résisté.

Puisque le monde est investi des complexités qu'on a évoquées, la question se pose donc, à quoi résiste-t-on, au juste, à La Roya comme ailleurs ? La Roya résiste à l'indifférence, à l'égoïsme, au goût de la sensation imposé par le capitalisme qui fait que tant de personnes puissent envisager de payer de sa qualité même d'être humain pour l'hédonisme. La Roya résiste à l'idée, effarante lorsqu'elle est explicitement énoncée, et pourtant largement en vigueur, que les êtres humains ne sont pas, pour le moins du monde, égaux. La Roya résiste aux clivages imposés par l'ordre capitaliste et colonial. De façon inattendue, un monde bien différent finit par émerger de cette résistance. Un monde dont les valeurs rectrices sont la solidarité, le partage, l'horizontalité, l'organisation collective, le développement de toutes les potentialités de l'être humain, la joie.

Nous voulons d'un monde comme celui qui est en train de naître à La Roya, entre autres. Un monde où les droits de l'être humain ne soient plus l'objet de monopoles. Un monde où ce qui fait l'humain ne se perde plus. Un monde que nous sommes déjà nombreux à travailler à construire, un monde qui ne peut qu'émerger, c'est une question de dignité pour nous tou-te-s.

Nice, le 7 août 2019

Quels motifs pour sauver le Rojava?

La communauté internationale ne peut pas rester sans réaction face aux agressions subies par les Kurdes du Rojava et leur culture égalitaire.

Le projet qui se met en place au Rojava à partir de 2011 débute dès les années 60, de la lutte du peuple Kurde pour défendre ses droits face aux Etats parmi lesquels se trouve divisé son territoire, qui sont de majorité Arabe.

Les Kurdes sont musulmans, mais ils sont aussi chrétiens. Il y a une population d'entre 35 et 40 millions répartis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. En plus de l'appartenance ethnique, ils ont en commun les perspectives d'un projet politique qui a pu être initié à différents niveaux suivant les régions.

Dans les différents pays parmi lesquels ils sont éparpillés, le pouvoir se trouve accaparé par des minorités qui ont instrumentalisé le nationalisme et le sectarisme religieux pour le conserver, installant des structures exclusives et pyramidales où les minorités ethniques vivent opprimées. Ils sont régulièrement déchirés par des guerres motivées par la question ethnique et la question religieuse. Le projet politique kurde a été configuré sur la base de valeurs opposées : démocratie radicale, pluralisme ethnique et religieux, égalité de genre.

Origines

C'est après la Première Guerre Mondiale qu'est tracée la frontière entre la Syrie, la Turquie et l'Irak. Dans le partage colonial, la France reçoit les territoires de la Syrie tandis que la Grande-Bretagne reçoit ceux d'Irak. La France installe en Syrie une politique coloniale classique, qui privilégie les minorités et consolide le panarabisme comme discours nationaliste. Le panarabisme excluait la population kurde, ce qui explique son adhésion majoritaire au Parti Communiste configuré en vecteur de résistance. A partir de 1961, avec la fin de la République Arabe Unie, le parti Ba'ath consolide son hégémonie sur la zone et renforce son pouvoir face au Parti Communiste et aux Frères Musulmans au moyen de la violence et de la répression. La dynastie al-Assad installe son pouvoir sur la Syrie, en la personne de Hafiz al-Assad. Il installe un socialisme limité et améliore le niveau de vie de la population, tout en réprimant les Kurdes et leur sympathie pour le socialisme. Hafiz al-Assad développe un projet

d'arabisation qui rend la cohabitation entre Kurdes et Arabes plus difficile. Ces tensions atteignent leur point critique lors du massacre de Qamislo en 2004.

Au niveau international, l'Occident pèse sur la configuration que finalement prendra la région par le biais d'une politique d'alliances déterminées par la guerre froide et par ses propres intérêts économiques. Pendant la guerre entre Iran et Irak, l'Occident met ainsi en place une alliance contre l'Iran soutenant les Frères Musulmans en Irak, le Liban et la Jordanie, tandis que la Syrie reste du côté de l'Iran. Dans le cadre du combat contre le socialisme, les Frères Musulmans sont vus avec bienveillance en Occident. La Syrie apparaît relativement isolée après la chute de l'URSS. En 2000 Bashar al-Assad, le fils d'Hafiz, parvient au pouvoir et installe une version néolibérale du régime de son père, il met en place une série de privatisations. La persécution à l'encontre des Kurdes et du PKK se poursuit, c'est dans ce cadre qu'a lieu le massacre de Qamislo. A partir de 2010, l'islamisme grandit dans la région. La Syrie tisse des alliances avec l'Iran, la Chine et la Turquie. Une bataille pour l'hégémonie se profile, qui oppose d'une part les USA, l'Arabie Saoudite et les Sunnites et d'autre part la Russie, la Chine et l'Iran et les Chiites. En 2011, le Printemps Arabe, qui débute à Tunis et en Egypte, se propage rapidement. La situation dérive en guerre civile en Syrie et en islamisation du soulèvement syrien. La résistance kurde s'organise au Rojava et commence à évoluer vers ce qui deviendra l'Autonomie Démocratique : c'est cette même année que naît l'ENKS, le Conseil National Kurde. En 2012 le SKC, Conseil Suprême Kurde, est créé, il cherche à offrir une solution politique et démocratique pour l'ensemble de la Syrie.

La résistance kurde est donc en gestation dès les années soixante et s'organise de façon plus consciente à partir des années soixante-dix. En 1978 Abdullah Öcalan et Mazlun Dogan fondent le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan du Nord, d'orientation marxiste-léniniste. Celui-ci s'organise aussi en Syrie et en Iran à la fin des années quatre-vingt-dix, après la chute des principaux régimes socialistes, il entreprend une dure critique de l'étatisme. La question kurde avait toujours été considérée par delà la question nationale, comme une entreprise de libération de la société, y compris en matière de genre. Le projet politique s'oriente vers des solutions non violentes dès la fin de la guerre froide. C'est Abdullah Öcalan qui, dans une grande mesure, donne les bases théoriques de la résistance kurde.

Après avoir été obligé à l'exil, Öcalan est en effet fait prisonnier puis reclus à l'isolement : de ses lectures réalisées en prison émergent les modèles de confédéralisme démocratique et d'autonomie démocratique, qui constitueront les ciments de l'expérience de Rojava et s'inspirent, entre autres, du municipalisme libertaire de Murray Bookchin. Pour lui, le rôle dévolu aux femmes est essentiel, car il détermine la réalité sociale. Le féminisme constitue donc un des piliers du confédéralisme démocratique installé au Rojava. Dans la perspective de Öcalan, le patriarcat constitue la base de l'émergence de hiérarchies et de la répression exercée par l'Etat. Le centralisme, le capitalisme et le nationalisme sont une conséquence du patriarcat, le projet kurde vise à mettre en place, pour y faire face, l'Autonomie Démocratique à tous les niveaux de gouvernement. La problématique du Rojava croise donc les questions ethnique, religieuse et politique-idéologique.

Les valeurs

Même s'il prend le relais de toute une tradition idéologique et politique, le projet politique kurde est innovant. Il s'agit d'un projet radicalement antipatriarcal dont les lignes de force sont la démocratie radicale, l'obtention de l'égalité de statut en matière de genre grâce à la promotion de la libération des femmes et à l'éducation au féminisme des hommes, l'horizontalité et le pluralisme ethnique et religieux.

Malgré son origine théorique marxiste, le confédéralisme démocratique n'envisage plus le prolétariat comme moteur du changement, mais la société naturelle et organique. Parce qu'il s'inspire en outre du municipalisme libertaire de Bookchin, il chemine résolument vers une démocratie radicale, déclinée à tous les niveaux des structures qu'il met en place. Le projet s'installe dans un tissu social traditionnel, dans lequel le rôle des femmes est encore d'une certaine importance. Les Kurdes chrétiens lui donnent en outre un rôle prépondérant, du fait que leurs religions font de la femme la mère de Dieu. Les perspectives égalitaires d'Öcalan finissent de doter le projet politique kurde de son caractère résolument antipatriarcal. L'égalité de genre est revendiquée dans toutes ses sphères et les femmes jouissent en outre d'une complète autonomie dans les structures qui leur sont consacrées. Par ailleurs, le projet fait largement sa place à la différence, dans la mesure où il s'efforce d'intégrer le pluralisme ethnique et religieux dans une région qui a généralisé la logique d'exclusion. Au poids d'une structure d'Etat

tyrannique et construite depuis le haut vers le bas il oppose la revendication de l'horizontalité. Comme je l'ai démontré dans *Le symbolique est politique, quel projet politique pour finir avec les violences structurelles relationnelles ?* et *Les savoirs de la violence : pour une Non-Violence politique*, terminer avec la hiérarchisation et la logique d'exclusion sont deux des facteurs nécessaires pour en finir avec la violence relationnelle structurelle.

Le projet kurde poursuit de façon cohérente sa ligne antipatriarcale avec le développement d'une économie communautaire qui le situe aux antipodes de l'organisation capitaliste. Elle ne se préoccupe pas de maximiser les bénéfices, mais donne toute sa place à l'humain. Le projet veille à former des individus autoconscients et spirituellement libres. Toute sorte d'enseignements sont ainsi impartis par le biais de différentes institutions, dont les centres Nuri Dersimi, dont la vocation principale est de transmettre les valeurs du projet politique kurde à l'ensemble de la société, avec ses paradigmes écologiques, démocratiques et de libération de genre.

De même, confronté à la réalité de la violence patriarcale, que l'Etat de al-Asad et l'idéologie et la pulsion de mort véhiculées par l'E.I. incarnent, le projet kurde a pris le parti de se concentrer dans l'autodéfense assurée par ses forces militaires, les YPG/YPJ, qui constitue pour le moment sa face plus visible aux yeux du monde, du fait de la popularité qu'ont atteint ses combattantes femmes.

Projet politique

L'organisation mise en place au Rojava correspond à un projet politique révolutionnaire, qui prend le relai de nombreuses expériences passées et actualise de nombreuses réflexions. La situation en Syrie est en effet duelle aujourd'hui : la structure administrative mise en place au Rojava cohabite avec un Etat dont l'organisation repose sur des valeurs pratiquement contraires. Le projet kurde dérive de l'analyse suivant laquelle la forme qu'ont pris les Etats est la source des problèmes du Moyen Orient. Elle cherche ainsi à aller au-delà des systèmes de représentation et à installer une démocratie radicale où prédomine la représentation directe. L'Autonomie Démocratique est structurée en un système de conseils qui ont évolué dans le temps. Celle du Rojava est divisée en trois administrations autonomes démocratiques : Cizîre, Kobani et Afrin. Tous

les rôles de leaders sont doublement assurés, par un homme et par une femme, de même la représentation se trouve toujours maximisée, équitablement répartie dans les ethnies.

En 2011, le MGRK (Conseil Populaire de l'Ouest du Kurdistan) est créé pour organiser et coordonner les différents conseils et commissions qui existaient pour gérer la vie quotidienne, ils apparaissent déjà comme une alternative réelle à l'Etat. En 2012, le nouvel ordre social est prêt : le MGRK devient l'entité politique responsable des aires libérées. Il installe un système avec quatre niveaux de conseils : la commune, le conseil populaire de quartier ou de village, le conseil de district, le conseil populaire de l'ouest du Kurdistan. Il y a, à chaque niveau, huit aires de compétences : conseil des femmes – les hommes ne participent pas de sa prise de décisions-, le conseil de défense, le conseil économique, la commission politique, la commission de la société civile, la commission de la société libre, la commission de justice, la commission d'idéologie. La coordinatrice du conseil de district s'appelle Tev-Dem (Mouvement pour une Société Démocratique), outre la représentation de la population qu'il y a déjà à d'autres niveaux, l'on trouve également à ce niveau des ONG, des partis politiques et des mouvements sociaux, aussi représentés. A partir de 2012, la population chaldéenne et arabe s'intègre également à la structure mise en place par les Kurdes. Après 2015, les victoires sur l'E.I. permettent de créer des réseaux de communication entre les villes et la structure existante devient solide sur le long terme.

Outre les organismes qui permettent de représenter de façon directe la population, l'organisation mise en place au Rojava cherche à faire de chaque individu un être spirituellement libre et à obtenir l'adhésion au projet d'ensemble. Dans ce but, il a élaboré plusieurs contrats sociaux qui sont le produit de la négociation de forces réelles. Le premier d'entre eux, élaboré en 2014, rejette l'Eta-nation et le régime centralisé, promeut l'égalité de genre, la démocratie, la politique écologique, les droits sociaux et la société multiculturelle. Le deuxième, élaboré en 2016, ajoute la libération des femmes et la diversité ethnique et religieuse.

L'un des éléments les plus innovateurs de l'expérience de Rojava est la place qu'elle réserve aux femmes, surtout compte tenu du cadre où elle se déroule. Les femmes occupent 40% de tous les organismes et jouissent d'une pleine autonomie dans ceux qui leur sont réservés : seules les femmes décident sur des affaires telles que les violences exercées à l'encontre de femmes ou les mariages de petites filles. En 2005, Yekitiya Star,

l'organisme qui chapeaute le mouvement des femmes, est né. Il est habité par la volonté de créer des institutions féminines dans tous les domaines et de former toutes les femmes au projet de l'ensemble. Des centres d'éducation et de recherche uniquement destinés aux femmes existent, ils doivent les former politiquement. Ils ont développé une science spécifique, la jinéalogie ou science des femmes, terme qui du point de vue étymologique fait également allusion au terme kurde « jin », vie. Les médias kurdes qui ont survécu donnent aussi une plus grande place aux voix féminines pour exprimer leur vécu et leurs perspectives. Dans ce cadre, le rôle des hommes, qui peuvent aussi recevoir des rudiments de jinéalogie, a évolué vers une plus grande prise en charge des tâches traditionnellement féminines. Les femmes ont par ailleurs intégré aussi pleinement le travail de défense de la communauté, avec leur participation dans les YPG/YPJ.

Presque toutes les révolutions ont jusqu'à présent trahi les femmes. Nous en avons à Rojava une d'une certaine amplitude faite par des femmes jusque dans la structure administrative, rôle qu'il leur a toujours été difficile de conquérir. Tout en rendant cela possible, faire occuper un poste de façon systématique par deux leaders, homme et femme, apparaît comme un élément antipatriarcal. La prise de décisions uniquement féminine et le développement d'une science propre laisse penser que cette révolution cheminera vers un monde moins violent, si nous lui en laissons le temps.

Devenir

Cela fait longtemps que le projet kurde progresse avec des épées de Damoclès pesant sur sa tête : l'E.I. tout d'abord, maintenant Erdogan, le patriarcat toujours. Les sommets internationaux où l'on a tâché jusqu'à maintenant d'apporter des solutions au conflit syrien (2014, 2016) n'ont pas daigné faire une place d'interlocuteur au projet kurde, y compris si celui-ci disposait déjà d'organismes qui auraient pu être consultés.

Les forces qui pourraient s'allier contre lui –Erdogan, Trump, Poutine- incarnent la résurgence de tout ce que le patriarcat a pu faire de pire. Rappelons que le nombre de féminicides a doublé en Turquie, que Trump a réussi à ce que la résolution de l'ONU contre le viol comme arme de guerre n'envisage pas le droit à l'avortement, que le gouvernement de Poutine a promu une loi contre la violence de genre dans laquelle la première agression physique ne donne lieu à aucune sanction. C'est la confrontation de deux ordres et de deux visions du monde qui pourrait bien se jouer à l'avenir au Rojava.

Il est impératif que la communauté internationale se résolve enfin à mettre en place une géopolitique de l'humain. Non seulement parce qu'il s'agit là de valeurs bien plus louables que l'appât de gain mais parce que, comme nous le démontre déjà l'émergence climatique, l'espèce humaine y joue son avenir. L'être humain est peut-être en train de cheminer vers son extinction s'il ne parvient pas à diminuer son impact de mort, Rojava constitue une réelle opportunité d'y parvenir enfin.

Nice, le 24 mars 2019